



**Décryptage des dynamiques socio-sécuritaires,
foncières et politiques dans le territoire d'Uvira et le
secteur d'Itombwe (Sud Kivu)**

Action pour la Paix et la Concorde, APC.

**Claude Iguma
Emery Mudinga
Franck Mushobekwa
Bindja Nathalie
Sosthène Maliyaseme**

SIGLES & ACRONYMES

ADEPAE	: Action pour le Développement et la Paix Endogènes
APC	: Action pour la Paix et la Concorde
CCI	: Cadre de Concertation Intercommunautaire
CDJP	: Commission Diocésaine Justice et Paix
CNDD-FDD	: Conseil National Pour la Défense de la Démocratie et Forces de Défense de la Démocratie
CIRESKI	: Centre Indépendant de Recherches et d'Etudes Stratégiques Kivu
UPRONA	: Union Pour le Progrès National
DDR	: Désarmement, Démobilisation et Réinsertion
DGM	: Direction Générale des Migrations
FARDC	: Forces Armées de la République Démocratique du Congo
FDLR	: Forces Démocratiques pour le Libération du Rwanda
FNL	: Forces Nationales de Libération
MONUSCO	: Mission des Nations Unies pour la Stabilisation du Congo
ONG	: Organisations Non Gouvernementales
PNC	: Police Nationale Congolaise
RIO	: Réseau d'Innovation Organisationnel
SFCG	: Search for Common Ground
STAREC	: Stabilisation et Reconstruction du Congo

Table des matières

SIGLES ET ACRONYMES

RESUME EXECUTIF	4
INTRODUCTION.....	6
CHAPITRE PREMIER	8
DYNAMIQUES SOCIO-SECURITAIRES DANS LE TERRITOIRE D’UVIRA ETLE SECTEUR D’ITOMBWE	8
1. Le contexte socio-sécuritaire actuel	10
2. Les facteurs-clés de l’insécurité dans le territoire d’Uvira.....	12
CHAPITRE DEUXIEME.....	16
DYNAMIQUES DE POUVOIR, RELATIONS POPULATIONS-AUTORITES ET DYNAMIQUES DES CONFLITS16	
2.1. Dynamiques de pouvoir, relations entre autorités et populations locales.....	16
<i>a) Dans la chefferie Plaine de la Ruzizi</i>	17
<i>b) Dans la chefferie de Bafuliiru</i>	21
<i>c) Dans la chefferie des Bavira</i>	24
2.2. Tensions entre chefs coutumiers et autorités politico-administratives.....	25
2.3. Tensions entre autorités politico-administratives et société civile	27
2.4. Comprendre les dynamiques conflictuelles locales.....	29
<i>a) ‘Lisasi iko pembeni ya moto’</i>	29
<i>b) ‘La houe tire des balles et les cornes de la vache aussi’</i>	31
<i>c) Conflits fonciers et dépossession des petits paysans</i>	33
<i>d) Impact des conflits sur les mouvements des populations</i>	34
Chapitre trois :	37
INITIATIVES DE PAIX, BESOINS EXPRIMES ET PISTES D’INTERVENTION	37
3.1. Quelques Initiatives de Paix	37
3.2. Besoins exprimés et pistes d’intervention	38
RECOMMANDATIONS.....	41
REFERENCES	43

RESUME EXECUTIF

Axée sur l'analyse du contexte socio-sécuritaires et les conflits sociaux à la base de l'insécurité, des tensions communautaires, ce rapport est l'œuvre de l'ONG Action pour la Paix et la Concorde (APC) qui œuvre dans la transformation des conflits en RDC.

L'équipe de recherche a privilégié des entretiens individuels et les focus groups afin de collecter les données nécessaires auprès des autorités militaires, coutumières et des services de l'Etat, des acteurs de la société civile et des agents des services publics. Ces acteurs ont été rencontrés dans les sites de Kamanyola, Luvungi, Sange, Luberizi, dans la cité d'Uvira et le secteur d'Itombwe.

Ce rapport fait partie de la multitude d'activités que l'Organisation Non Gouvernementale Action pour la Paix et la Concorde organise et met en avant-plan dans le processus de transformation des conflits ou de la construction de la paix. Il constitue, de ce fait, un outil important qui servira de repère dans la mise en œuvre des activités ultérieures. Il pourra en plus aussi servir les autres acteurs qui travaillent dans la région sur les dynamiques de la sécurité et les effets des conflits qui sont à la base de l'insécurité et des tensions entre les communautés dans cette zone.

Le rapport fait ressortir les principaux éléments suivants :

Le contexte sécuritaire du territoire d'Uvira, du secteur d'Itombwe et du groupement de Kamanyola reste toujours volatile. Il est caractérisé par la présence des groupes armés nationaux qui ont changé les motifs de protection de leurs communautés en s'inscrivant dans une logique de prédation et de violences. Le contexte sécuritaire est également caractérisé une faible présence des Forces Armées de la République Démocratique du Congo (FARDC) dans la plupart des zones malgré les opérations Sokola 2;

- La circulation des armes entre les mains de civils est suffisamment signalée et, couplée à la présence des groupes armés nationaux et étrangers, renforce la fragilité sécuritaire de la zone.
- Les tensions entre les Barundi et les Bafuliiru dans la chefferie plaine de la Ruzizi persistent même si certaines actions de transformation de conflits ont été menées. Il y a une réelle suspicion entre ces deux communautés qui s'accusent mutuellement de constituer des milices à caractère tribal et l'implication dans les cas d'assassinats ciblés ;

- La traque des groupes armés Mayi Mayi d'obédience Bafuliiru continue et crée des mouvements des populations dans la chefferie de Bafuliiru et dans la plaine de la Ruzizi.
- Les conflits les plus récurrents dans la zone sont : les conflits de pouvoir coutumiers, de succession, entre agriculteurs et éleveurs et les conflits fonciers restent très récurrents. Il s'ajoute des tensions entre familles militaires et civils, entre réfugiés Burundais, déplacés internes et communauté d'accueil et des mésententes criantes entre société civile et autorités politico-administratives dans la plaine de la Ruzizi.
- Les différents conflits et problèmes persistants ont un impact négatif sur la stabilité et la cohésion sociale et provoquent les déplacements intempestifs des populations, les tensions entre les communautés, la militarisation des populations civiles, bref l'instabilité de ces entités.
- Les initiatives de paix ont été mises en œuvre par divers acteurs non-étatiques dans le cadre de la transformation des conflits et la cohésion sociale. Néanmoins, d'une part, ces initiatives restent dispersées. La dispersion concerne principalement une absence de coordination entre les acteurs. D'autre part, il s'observe un décalage énorme entre les actions posées et la complexité des problèmes locaux. Les réponses, les réalisations ne sont pas la hauteur des attentes et des demandes des populations par rapport aux problèmes que ces derniers rencontrent au quotidien. Il nous semble que l'amélioration de la gouvernance, la résolution des conflits de pouvoir, le renforcement des mécanismes de sécurité des personnes et de leurs biens, et l'harmonisation des mécanismes d'accès et de contrôle des ressources naturelles ainsi que la gestion de la transhumance constituent les problèmes majeurs qui doivent être traités urgemment.
- La crise politique au Burundi a des implications sécuritaires et influencent les dynamiques des conflits dans le territoire d'Uvira et surtout dans la plaine de la Ruzizi. Non seulement, elle a déversé des éléments armés dans la plaine de la Ruzizi, elle-même déjà militarisée, mais aussi des réfugiés dont on ignore la véritable casquette et qui risquent de se transformer en congolais Barundi en profitant de la confusion identitaire dans la plaine et du manque de vigilance des services d'immigration, de renseignement et à l'inefficacité de l'administration.

Le présent rapport se clôture par une série de recommandations dont la mise en œuvre serait une contribution majeure à la stabilité de la plaine de la Ruzizi et du secteur d'Itombwe.

INTRODUCTION

Ce rapport est le fruit d'une étude effectuée par une équipe d'APC dans territoire d'Uvira, le secteur d'Itombwe et le groupement de Kamanyola, de mars à juillet 2016. Cette étude s'est déroulée dans plusieurs cités et localités, notamment à Uvira, Sange¹, Mutarule, Luberizi, Luvungi, Kamanyola² et dans les hauts plateaux d'Uvira. Son objectif principal était de documenter les dynamiques conflictuelles et sécuritaires qui prévalaient dans ces zones en vue d'en dégager des pistes d'action à l'intention des acteurs étatiques et non-étatiques. Des informations complémentaires ont été également collectées sur la région des moyens et hauts plateaux ainsi que sur l'Itombwe à Bukavu. Lors de la visite de terrain, plusieurs acteurs ont été rencontrés pour des interviews individuelles ou dans des focus groups (voir la liste en annexe). Ces acteurs regroupent, en grande partie, les leaders communautaires, les chefs traditionnels, les représentants des organisations de la société civile, les jeunes, les femmes ainsi que les autorités politico administratives et militaires.

Il ressort de l'analyse des données collectées que le territoire d'Uvira, le secteur d'Itombwe et le groupement de Kamanyola demeurent des espaces conflictualisés. Il s'observe une tendance à la permanence des faits qu'ils s'inscrivent sur le long terme. Les conflits dans ces entités sont beaucoup plus endogènes même si des facteurs exogènes et conjoncturels contribuent à leur exacerbation et en redéfinissent la dimension de lecture. Comme expliqué dans les sections suivantes, ces conflits sont de plusieurs nature. Malgré que les opérations de traque des groupes armés (Sokola 2) soient actuellement menées dans la zone, ces conflits

¹ La cité de Sange est située dans la plaine de la Ruzizi mais a un statut extra-coutumier

² La cite de Kamanyola est elle dans la plaine de la Ruzizi mais elle est une partie intégrante du Groupement de Kamanyola, Chefferie de Ngweshe en Territoire de Walungu. Elle en limite avec la ville rwandais de Bugarama et Cibitoke Rural du cote Burundais

résultent de plusieurs facteurs notamment la persistance de plusieurs groupes armés qui opèrent encore localement, des réponses partielles aux questions de gouvernance et un manque de coordination des initiatives de paix menées soit par des acteurs de la société civile ou par l'État congolais.

Depuis des années, le territoire d'Uvira, le secteur d'Itombwe et le groupement de Kamanyola sont en proie à une déstabilisation qui rend aussi leur développement très précaire et incertain. Des conflits de pouvoir coutumiers, les conflits fonciers, en passant par les tensions communautaires entre les Barundi et les Bafuliiru, les dynamiques sous régionales avec la présence des groupes armés étrangers sur le sol congolais, rendent de plus en plus incertaines la stabilité et la cohésion sociale dans cette partie de la province du Sud-Kivu.

Ce rapport est divisé en trois chapitres repartis en 8 sections. Le premier chapitre est axé sur les dynamiques socio-sécuritaires dans les zones visitées. Il aborde entre autres les questions liées à la situation socio-sécuritaire actuelle dans le territoire d'Uvira, le secteur d'Itombwe et le groupement de Kamanyola ainsi que les facteurs-clés de l'insécurité dans ces deux zones. Le deuxième est axé sur les interactions, les relations des pouvoirs entre les autorités militaires, civiles et d'autres acteurs ainsi que les dynamiques des conflits dans les zones visitées. Il pivote autour des questions qui ont trait aux dynamiques de pouvoir et relations entre autorités et populations ; les tensions entre chefs coutumiers et autorités politico-administratives locales ainsi que les tensions entre autorités politico-administratives et acteurs de la société civile. Dans la même logique, nous abordons aussi dans ce chapitre la problématique des conflits dans leur complexité. Le troisième est centré sur les initiatives de paix existantes, les besoins exprimés et les pistes d'intervention proposées pour la transformation positive des conflits. Dans ce chapitre, ce rapport identifie les initiatives de paix qui sont en cours dans la zone ; répertorie les besoins identifiés et formule quelques pistes d'intervention.

CHAPITRE PREMIER

DYNAMIQUES SOCIO-SÉCURITAIRES À UVIRA ET ITOMBWE

Le territoire d'Uvira est une vaste étendue bordée des villages qui sont habités principalement par les congolais d'origine burundaises, les Bafuliiru, les Bavira, les Bashi, et les Baregall a été depuis les années 1990-1996³ le théâtre des mouvements de réfugiés qui ont aussi accentué la vulnérabilité des habitants qui y vivaient. En plus, les guerres à répétitions dans les pays voisins comme le Burundi, le Rwanda ont été des facteurs transversaux qui ont accentué considérablement l'insécurité dans cette contrée. Au-delà de la grande confrontation entre les Barundi et les Bafuliiru sur les conflits qui les opposent, il y a aussi des conflits de gestion de pouvoir coutumier dans cette plaine de la Ruzizi, des conflits entre les éleveurs et les agriculteurs malgré les initiatives qui ont été mises en place par plusieurs Organisations non gouvernementales (ONG) notamment le Réseau d'innovation organisationnel (RIO) et Action pour le développement et la paix endogène (ADEPAE) avec l'accompagnement de Life & Peace Institute (LPI).

Pour rappel, en 1996, la guerre de libération conduite par Laurent Désiré Kabila, est passée par la plaine de la Ruzizi qui est l'une des chefferies du Territoire d'Uvira, pour s'étendre dans les autres territoires. En 1998⁴, avec l'avènement du RCD, les conflits de la plaine de la Ruzizi se sont accentués avec le changement de pouvoir, mais aussi avec la coalition Banyamulenge et Barundi contre les Bafuliiru. Dès lors des problèmes de cohabitation pacifique se sont déclenchés sans distinction dans les trois chefferies du Territoire d'Uvira (Plaine de la Ruzizi, chefferie des Bavira et celle de Lemera). Les populations en ont souffert énormément suite aux différents déplacements vers les grands centres urbains comme Uvira, Bukavu et Bujumbura, aux pertes en vie humaines, aux pillages, aux viols etc. Les opérations militaires contre les Forces négatives étrangères comme les FDLR, les FNL ont aggravé la vulnérabilité des populations dans cette zone. Il y a quelques années, pour lutter contre l'oppression de ces différentes forces armées irrégulières, des groupes d'auto-défenses entre

³Avec l'arrivée de l'Alliance des Forces Démocratiques pour Libération des AFDL conduit par le feu président Laurent Désiré Kabila, les personnes ont fui cette zone au point de se réfugier à Uvira, au Burundi et en Tanzanie. Mais aussi on doit situer l'arrivée massive des refugies Hutu Rwandais venus en 1994 et ceux Burundais venus en 1993.

⁴Lors de l'arrivée du RCD, les rapports de forces changèrent, des alliances se créèrent entre les Barundi, les Banyamulenge et les Forces du RCD au point que certaines autorités coutumières furent impliqués dans des assassinats ciblés à caractère communautaire. Mais aussi cette année coïncida avec une forte milicianisation des communautés.

autres les FALL ont été créés par des jeunes en complicité avec certains chefs coutumiers pour trois principaux objectifs : (1) sécuriser les villages où les vides sécuritaires se faisaient manifester, (2) assurer la défense des communautés Bafuliiru contre les menaces des autres communautés comme les Banyamulenge et les Barundi dans la plaine de la Ruzizi ainsi que (3) la sécurisation des biens des populations contre les actes de vols nocturnes de vaches.

Actuellement certains de ces groupes d'auto-défenses se sont alors transformés en milices comme les groupes armés commandés par Karakara⁵ et Simuzizi⁶. Les conséquences liées à la persistance de ces milices sont les braquages des véhicules sur la route national n°5, les attaques armées contre les cibles civiles ou militaires et surtout les vols des vaches dans cette zone.

Cependant dans le secteur d'Itombwe, ce sont les FNL et FDLR qui s'affrontent des temps en temps aux Mayi-Mayi avec des conséquences similaires que subit la population du territoire d'Uvira. Face aux fréquents affrontements dans certaines zones comme Kigogo, Muhuzi entre groupe armées eux-mêmes, les FARDC, en vue de les traquer, organisent des opérations avec diverses dénominations notamment Kimia I, II, Sokala II. Ces opérations demeurent inefficaces car après les affrontements, aucune position militaire n'est permanemment établie dans ce milieu. Cette façon de faire embarrasse⁷ la population qui se trouve constamment sous occupation, du fait que les différents groupes armés se rétractent dans les réserves naturelles d'Itombwe en attendant le retour des éléments FARDC sur leur position habituelle. Ce qui signifie que les avancées que connaissent les FARDC dans leurs opérations contre ces groupes armés ne seraient que provisoires, ce qui rend récurrent le dilemme sécuritaire dans la zone.

Ainsi, malgré les opérations militaires menées par les FARDC, il s'est avéré qu'en 2015, les groupes armés ont été plus violents dans les chefferies des Bafuliiru et dans les moyens plateaux d'Uvira. Certains de ces groupes sont réfractaires au processus du désarmement,

⁵ Karakara est un chef de milices Mayi Mayi qui portent son nom, originellement de la communauté Bafuliiru, Karakara est à l'origine du massacre de Mutarule en 2014 pour avoir volé les vaches des Banyamulenge et des Barundi. Il y avait provoqué un drame que la plaine de la Ruzizi n'oubliera jamais.

⁶ Simzizi Labane est originaire de Bwegera, un ancien représentant des FALL de Molière à Bwegera puis à Luberizi ensemble avec Mupara. Avec les protestations et les conflits contre les Barundi, il finit par être traqué par les FARDC et se trouve actuellement dans les moyens Plateaux de Luberizi vers Kontonko. Simzizi a été tué le 25 juillet 2016 dans le village de Luberizi par balle.

⁷ Il est rapporté que les populations dans le secteur d'Itombwe sont victime des tracasseries des tous les groupes qui s'affrontent car les uns et les autres les accusant de complicité d'une défaite de tel groupe envers tel autre groupe.

démobilisation et réinsertion. Les autres, au cours de cette année, comme les FALL du Colonel Molière Mutulani se sont inscrits dans le processus d'intégration. Dans les moyens plateaux d'Uvira, les actes de tueries sont légions avec la présence des éléments des groupes armés étrangers comme les FNL, le groupe de Nzabampema⁸. Ces groupes ont leurs origines au Burundi, mais profitent des vides sécuritaires pour s'installer dans les zones congolaises avec toutes les conséquences qui en découlent. Récemment, les chefferies de Bavira et celle de la plaine de la Ruzizi ont vu la ruée massive des réfugiés Burundais. Très vite, la majorité d'entre eux, ont été conduits dans le camp de Lusenda en territoire de Fizi parce que leur installation dans cette plaine poserait des problèmes de sécurité très complexes à cause de la proximité de ces chefferies et la frontière entre le Burundi et la RD Congo.

1. Le contexte socio-sécuritaire actuel

Globalement, la situation socio-sécuritaire dans Uvira et le secteur Itombwe reste volatile. Depuis début 2015, les opérations militaires de traque des groupes armés (Sokola 2) se déroulent dans cette zone mais elles n'ont pas réussi à démanteler ces groupes. Ainsi, *'plus ces derniers perdurent, plus on perd tout contrôle sur leurs activités'*⁹. Si ces opérations ont réussi à rétablir une relative sécurité dans plusieurs localités, elles ne semblent pas connaître un franc succès notamment du fait que les groupes armés combattus sont en majorité ethniques, s'appuient sur des revendications peu ou mal adressées par l'Etat ou se retranchent dans des localités peu couvertes (du fait d'effectifs réduits) par les forces de sécurité officielle (les FARDC et la PNC), par exemple à Ndolera¹⁰ et à Kishale où les FARDC ne sont même pas présentes. En plus, comme le déclarait le Général Safari Bwange¹¹, en tête des opérations Sokola 2, alors que les groupes armés actifs sont de nature 'politiques', en d'autres termes relayés par des acteurs politiques provinciaux ou nationaux, ils mènent, face aux FARDC, une 'guerre asymétrique' car confondus aux populations civiles. En même temps, des acteurs locaux dénoncent le fait *'qu'il est difficile de dénoncer quelqu'un qui a une arme. Une fois*

⁸ Nzabampema est un des rebelles Burundais qui avait sa base vers la commune de Cibitoke Rural et présentait une menace à la fois pour son pays mais aussi pour la RDC. Si aujourd'hui les FNL sous le leadership de Agathon Rwassa ont rejoint le gouvernement de Pierre Nkurunziza mais une autre frange resterait encore en RDC. La question est de savoir s'ils répondent encore à Agato Rwassa ou non car ce dernier a intégré au poste de Vice-président du parlement Burundais.

⁹ Entretien avec un acteur de la société civile, Uvira, le 29 avril 2016.

¹⁰ Ndolera est un grand village qui est situé à une heure de moto à partir du centre de Luvungi. Le Colonel Prosper Israël Mahinduzi y habite avec une bonne frange des combattants FALL

¹¹ Le Général Safari Bwenge est le commandant des opérations SOKOLA II dans les territoires d'Uvira, Fizi, Mwenga et une partie de Shabunda.

arrêtée, la personne est souvent informée de celui qui l'aura pointée du doigt. Une fois libérée, elle peut ainsi vous insécuriser''. et ce souvent le cas¹²

Malgré une situation d'accalmie apportée par les opérations Sokola 2, il s'observe une tendance locale à la 'remilicianisation'. Bien qu'il y ait eu des redditions, des initiatives de réinsertion socio-économique des ex miliciens qui se sont rendus, ne suivent pas très souvent de manière efficace. La 'remilicianisation' est aussi marquée par la persistance d'anciens groupes armés et l'émergence de nouveaux groupes ou parfois leur transformation en des 'groupes d'auto-défense'. Dans certaines localités, des sources locales mentionnent que, plutôt que de traquer certains groupes armés, les FARDC ont tendance à s'accommoder¹³ ou à 'coopérer' avec certains de ces groupes d'auto-défense' pour les besoins de sécurisation des populations. A Kiringye, Nyamutiri, Katanu et à Rubanga par exemple, opère presque aisément, un milicien dénommé « Intervention Kaseya ». Il collecte notamment des taxes dans les marchés locaux et côtoie par moment certains éléments FARDC. Intervention Kaseya, fut autrefois, un des combattants dans le Local défense FALL sous le commandement de Prosper Israël Mahinduzi qui est basé à Ndolera. Il avait décidé de se séparer des FALL après le conflit qu'il y avait eu lieu entre lui et le feu Bede Rusagara. Le plus souvent Intervention se dit ne pas être un Milicien mais il est « *Combattant* »¹⁴. Il avait affirmé que le feu Mwami Ndare Simba lui aurait autorisé de collecter de petites taxes le jour du marché pour subvenir à ses besoins étant donné qu'il n'a pas de source de revenu. Le Marché de Rubanga est celui où le plus souvent Intervention a droit à des collectes des taxes ou on lui remet de produits alimentaires comme la viande. Il entretiendrait quelques relations de collaboration avec certains militaires FARDC sur plusieurs plans. Certaines sources locales disent que certains militaires FARDC lui sollicitent des portions de « *Dawa* »¹⁵ pour leur propre protection. Il n'est pas prouvé que de nos jours Intervention sera encore toléré avec le changement de leadership à la tête de la chefferie de Bafuliiru.

Alors que de nombreux groupes armés sont connectés aux enjeux conflictuels locaux, notamment en termes d'ethnicité et d'accès aux ressources (pouvoir, terres et taxes des marchés), le deuxième facteur explicatif de la 'remilicianisation' est le 'piratage des vaches'.

¹² Entretien avec un habitant de Sange, le 29 avril 2016.

¹³ Entretien à Luvungi avec les jeunes, le 30 avril 2016.

¹⁴ Un combattant selon Intervention Kaseya est un patriote, il n'est pas Mayi Mayi moins encore Local defence comme les FALL. Il protège sa communauté seulement.

¹⁵ Le « *Dawa* » est un médicament traditionnel qui, selon la conception des groupes armés en RDC rend les combattants invulnérable même face au coup d'une arme de guerre.

Devenu un enjeu économique important pour la plupart des milices locales, le vol des vaches fait désormais l'objet de négociations entre certains éléments FARDC, des chefs locaux, des éleveurs et des miliciens, « de pirates de vaches ». Il s'ensuit une remise de "rançons" par les éleveurs aux miliciens et auteurs des vols de bétail. Comme résultat, les milices locales¹⁶ entretiennent un réseau économique urbanisé au-delà de leurs activités de prédation en brousse. Dans la section suivante, les facteurs d'insécurité dans Uvira sont plus expliqués en détail.

2. Les facteurs-clés de l'insécurité dans le territoire d'Uvira

Le point précédent a permis de comprendre le paysage sécuritaire dans le territoire d'Uvira à travers une lecture récente des événements. L'analyse de contexte effectuée par SFCG en 2014 présentait déjà plusieurs dilemmes sécuritaires liés à la présence de plusieurs groupes armés nationaux et étrangers commettant des exactions sur la population dans la plaine de la Ruzizi surtout et leurs connexions avec les communautés ethniques. La faible présence des FARDC et de la PNC a été épinglée comme une autre source d'insécurité des entités, même si leur présence dans d'autres endroits était paradoxalement accompagnée par des actes de violation de droits humains contre la population civile.

De l'analyse des faits récents, il est difficile d'affirmer que la situation serait devenue calme comme expliqué précédemment. Même si l'un des principaux chefs miliciens responsables de la déstabilisation de la plaine de la Ruzizi, Monsieur Bédé Rusagara¹⁷, a été tué en août 2015, le climat sécuritaire ne s'est pourtant pas rétabli comme on pouvait le prétendre. Il est vrai qu'à la suite de la campagne de sensibilisation menée par le responsable des opérations Sokola 2, quelques miliciens proches de feu Bédé Rusagara se sont rendus notamment Amuse-Gueule, Ngulu, Bigaya, Muhasha et Nakishuka, quelques proches de Mayi Mayi

¹⁶Actuellement dans la plaine de la Ruzizi et dans les moyens plateaux le vol de vaches est devenu une sorte d'économie de guerre menée par les Mayi Mayi Karakara et Simuzizi. Le plus souvent, ils volent des vaches, soit demandent des rançons aux propriétaires. Avant le drame de Mutarule, ces vaches furent volées, dépecées et vendues au marché de Lemera. Cette situation accentuait encore les relations entre les Bafuliiru et les Banyamulenge au point où à Lemera on avait interdit en 2014-2015 que les viandes de vaches qui ne sont pas tracées ne soient pas commercialisées. Même certains gens qui venaient avec les viandes des vaches volées ont été interdits de les vendre et les vaches furent arrêtées, cela irrita la colère de Karakara jusqu'à ce que lui-même avec ses troupes déstabilisèrent Lemera. Il fut en conflits avec Molière car il disait comment Molière pouvait arrêter ses viandes. Ce conflit fut résolu par le Pasteur de l'église 8^{ème} CEPAC Lemera, celui-ci aurait envoyé 500\$ Américains à Karakara pour calmer la situation et le dédommager pour ses viandes arrêtées à Lemera.

¹⁷Ancien Milicien, originaire de Mutarule, on lui soupçonnait d'avoir des liens avec le M23. Il s'était intégré dans les FARDC avant de décider de quitter encore l'armée pour continuer sa milice.

Mahoro¹⁸ notamment le colonel Marandura mais les actes criminels et l'insécurité n'ont pas baissé. Des vols de vaches se multiplient et des attaques des véhicules sont encore monnaies courantes, pratiques qui étaient jadis pourtant attribuées au chef milicien Bédé Rusagara.

Le screening de la situation effectué au cours de notre recherche a permis de relever que ces pratiques impliquent plusieurs acteurs et ne concernent pas uniquement les groupes armés. En fait, même si on essaie de les attribuer aux groupes armés, il faut relever que ceux-ci n'agissent pas sans la complicité de quelques acteurs civils, militaires et autres, aussi bien au niveau local, qu'au niveau des centres villes¹⁹.

En revanche, il faut souligner que le climat d'insécurité qui s'observe dans le territoire d'Uvira reste dû principalement à au moins 5 facteurs : la présence d'anciens²⁰ et nouveaux²¹ groupes de miliciens (1), la présence occasionnelle des militaires dans des endroits où ils ne sont pas affectés (2), le non encadrement des miliciens « démobilisés » et la prolifération d'armes dans le milieu (3), la présence d'éléments armés étrangers (4), la non couverture par les forces armées de plusieurs endroits (5) et la persistance de certains conflits qui ont été à la base de certains groupes enracinant une crise de confiance entre les communautés(6).

Premièrement, on note en ce moment, les petits groupes armés actifs essentiellement Bafuliuru à savoir Karakara, Simuzizi, Bitange, Intervention Kaseya, Mwenyemali dans la chefferie des Bafuliuru. La découverte à Mutarule I chez Claude Mirundi en février 2016 d'une cache d'armes par les FARDC commandées par le Général Safari Bwange n'a que renforcé l'idée qu'à côté de la détention d'armes par les éleveurs Barundi ou les liens supposés entretenus par eux avec le FNL et le groupe Gumino, les Barundi posséderaient une milice dont le nom n'est pas connu, ou tout au moins, serait en préparation d'en créer une. Tout cela renforce le climat d'insécurité dans la zone. Dans le groupement de Bijombo, le groupe Gumino attribué aux Banyamulenge y reste encore très actif. Le 7 mars 2016, ce groupe a tendu une embuscade contre les FARDC faisant un bilan de 2 officiers militaires FARDC tués²² ainsi que 4 militaires blessés²³. A côté de ces groupes armés clairement identifiés, les conflits de pouvoir

¹⁸ Mahoro fut un combattant qui a son propre groupe armé. Il serait le gendre de chef Milicien de Mwenga Mayi Mayi Nyakilibh'a. Il a travaillé dans les rangs des vieux comme Fudjo, Zabuloni etc.

¹⁹ Nous y reviendrons lorsque nous parlerons de l'urbanisation des groupes armés comme nouvelle stratégie de mobilisation des ressources et du soutien.

²⁰ Mayi Mayi Bede, Mayi Mayi Mahoro, Mayi Mayi Makanaki, Fudjo, les FRF etc.

²¹ Karakara, Simzizi, Mayi Mayi Vote, etc.

²² Les militaires tués sont le major Ruhorimbere et Sergent Eric Sendwe

²³ Communication du Commandant Secteur Opération Sokola II Sud Kivu sur la situation sécuritaire à Bijombo et Lemera, vendredi 11 mars 2016.

renforcent encore la restructuration en véritable milice de ceux qu'on avait l'habitude d'appeler "local defense". C'est le cas du groupe Molière Mutulani²⁴ qui serait lié au chef de chefferie de Bafuliiru, Monsieur Kalingishi Adam, et a son oncle paternel de surcroît ancien chef de groupement Lemera Muhogo Edmond. Un autre groupe qu'on continue à nommer Local Defense serait lié à Mukogabwe II Muzima wa Simba Albert qui se dispute le trône avec le chef de chefferie Bafuliiru actuel mais aussi le poste de chef de groupement de Lemera avec son frère Simba Muhogo Edmond. Cette dispute commence à la mort du mwami Ndare Simba en Décembre 2013.

Deuxièmement, la présence occasionnelle d'éléments FARDC dans des endroits où ils ne sont pas affectés, est soupçonnée comme étant à la base de l'insécurité dans certains endroits. A Sange et Luvungi par exemple, on trouve plusieurs familles militaires qui sont restées sédentaires et dès lors impliquées dans la vie quotidienne du milieu²⁵. Les maris des femmes militaires viennent régulièrement séjourner à Sange sans que ni leur nombre ne soit connu ni leurs mouvements contrôlés. Les habitants soupçonnent que certaines tracasseries nocturnes et même certains vols soient commis par ces éléments. La même situation a été signalée à Luberizi et Luvungi.

Troisièmement, les opérations Sokola 2 ont eu le mérite d'obtenir la reddition de certains éléments des groupes armés que nous avons cités plus haut. Le seul problème c'est qu'aucun programme d'encadrement n'a été mis en place en leur faveur alors que ces derniers ont des besoins vitaux à satisfaire. La plupart d'entre eux sont laissés libres et vivent au sein de la population. Cette situation inquiète sérieusement les autorités locales ainsi que la population qui voient là une bombe à retardement. La situation demeure également inquiétante avec la prolifération d'armes à feu dans le milieu, armes qu'on retrouve entre les mains des "local defense", des bergers/éleveurs, des éléments démobilisés et autres.

Quatrièmement, les informations sur la présence d'éléments armés burundais dans la plaine de la Ruzizi sont de plus en plus affirmées par la population et les officiers militaires. L'analyse de contexte de 2014 parlait des Imbonerakure²⁶ (milice burundaise) qui

²⁴ La difficulté du processus de reddition des éléments Local Defense de Molière dans lequel s'est engagé le Général Safari Bwange est liée en grande partie à la connexion de ce groupe au conflit de pouvoir local au niveau de la chefferie et du discours de protection locale en l'absence des FARDC.

²⁵ Communication du chef de groupement d'Itara-Luvungi, le 30 avril 2016.

²⁶ Les imbonerakure sont des "Milices Burundaises" attribués au parti au pouvoir le CNDD-FDD. Mais à vrai dire les Imbonerakure c'est le non des jeunes du Parti CNDD-FDD comme les jeunes du parti UPRONA ont leur

s'entraînaient sur cette partie du sol congolais, alors que les FNL²⁷ y sont signalés depuis plus de deux décennies déjà. La crise politique burundaise de 2015 a renforcé cette présence. Le fait que les FARDC aient capturé et présenté 56 éléments burundais à la presse en décembre 2015 et 8 autres très récemment en février 2016, confirme la thèse de cette présence étrangère sur le sol congolais. Ainsi, on ne peut analyser la situation d'insécurité dans la plaine de la Ruzizi, dans les moyens et hauts plateaux du territoire d'Uvira et Itombwe en ignorant la participation des groupes étrangers dans l'accentuation de celle-ci. Signalons toutefois qu'aucune présence des FDLR n'a été signalée dans le territoire d'Uvira. C'est dans le secteur d'Itombwe par contre que ceux-ci sont encore signalés et font l'objet d'attaques sporadiques contre les FARDC. Jusqu'en 2014, des camps FDLR étaient même identifiés à Mikenge et Kigogo avec femmes et enfants²⁸.

Cinquièmement, la faible présence des militaires FARDC dans plusieurs entités de la plaine de la Ruzizi, dans les moyens et Hauts plateaux et dans le secteur d'Itombwe renforce le climat d'insécurité et laisse les groupes armés et autres acteurs d'insécurité opérer paisiblement. La population se sent très peu protégée. Dans plusieurs endroits, elle nous répondait que « sa sécurité était assurée par Dieu ». Cet argument contraste avec celui qui affirme que les groupes armés ou les "local defense" assurent la sécurité de la population par le fait qu'ils sont essentiellement composés d'enfants du terroir. Il nous semble qu'on confond très souvent coopération, collaboration et accommodation lorsqu'on parle des relations entre population et groupes armés. S'il est vrai que ces groupes ont le soutien d'une partie de la population ou lui sert d'instrument de représailles sous diverses formes, ce n'est qu'au regard de deux enjeux : le conflit politique entre Burundi et Bafuliiru et l'insécurité due à l'absence des FARDC. Sur le reste, ses relations avec les groupes armés sont de l'ordre de la coopération dans le sens de minimiser les représailles. Cette coopération et cette accommodation aux milices locales ne sont pas le fait d'un choix, car la population n'en a aucun. En réalité, la population ne collabore pas, elle coopère et s'y accommode pour sa survie. Il n'y a qu'à observer par exemple que les vols des vaches, les rançons, les collectes

nom (Jeunesse révolutionnaire Rwagasore), les jeunes de FNL Agathon Rwassa en ont le leur (Ivyuma Vy'indege).

²⁷ Les FNL ailes Agathon Rwassa sont déjà intégré au gouvernement Nkurunziza mais l'aile qui serait en RDC est celle de Nzabampema. Actuellement Agathon se sent menacé par els services se renseignement Burundais lui qui serait soupçonné d'entretenir une milice en RDC quoique 1er Vice Président de L'Assemblée Nationale Burundaise.?

²⁸ SFCG, Analyse de contexte Ruzizi -Mwenga, p.17.

monétaires forcées ne concernent pas une ethnie spécifique ; tout le monde paie le frais de la présence des groupes armés opérant sur le territoire.

Le présent chapitre s'est plus concentré sur les dynamiques socio-sécuritaires en général et le contexte actuel dans les zones visitées mais le deuxième chapitre va analyser les dynamiques de pouvoirs, les relations entre les populations et autres acteurs ainsi que les dynamiques des conflits.

CHAPITRE DEUXIÈME

DYNAMIQUES DE POUVOIR, RELATIONS POPULATIONS-AUTORITÉS ET CONFLITS LOCAUX

Le territoire d'Uvira, le secteur d'Itombwe et le groupement de Kamanyola sont confrontés à des sérieux problèmes de gouvernance et les relations entre les acteurs et les populations d'une part qui ne sont pas bonnes, de l'autre part les institutions locales caractérisées par des tensions divisionnistes. Le présent chapitre offre une gamme de lecture variée sur les dynamiques de pouvoir, relations entre autorités et populations dans la première section, la deuxième aborde la question des tensions entre les chefs coutumiers et les autorités locales administratives alors que la troisième est axée sur les tensions entre les autorités politico administratives et la société civile. La quatrième présente les dynamiques conflictuelles actuelles dans les zones concernées.

2.1. Dynamiques de pouvoir, relations entre autorités et populations locales

La persistance de l'insécurité ne peut être comprise en isolation des conflits de gouvernance et les relations entre population et autorités politico-administratives, coutumières et militaires dans Uvira, le secteur d'Itombwe et le groupement de Kamanyola. La gouvernance politique et les relations entre acteurs sont caractérisées par plusieurs tensions qui renforcent le climat d'insécurité. On trouve ces tensions entre acteurs coutumiers au sujet de l'accès et le contrôle du pouvoir ; entre les chefs coutumiers et les autorités politico-administratives et entre ces dernières et société civile. L'un des problèmes qui mobilise les acteurs de la plaine aujourd'hui et qui participe à la mal-gouvernance et à l'insécurité est la question de gestion du pouvoir coutumier dans certaines entités. Plus particulièrement, les grandes tensions s'observent dans la chefferie de la plaine de la Ruzizi, la chefferie des Bafuliiru et la chefferie de Bavira. Mais aussi un cas très minime dans le secteur d'Itombwe dans le territoire de Mwenga.

a) Dans la chefferie Plaine de la Ruzizi

Bien que les conflits dans la plaine de la Ruzizi remontent à l'époque coloniale²⁹, le rôle des traitants arabes avant la percée des européens avait comme effet, la perte des chefferies situationnistes ou Ethniques :

« L'usage de la force et le développement d'axillaires ont été deux des facteurs importants qui ont contribué à déstabiliser les chefferies traditionnelles et à puiser des ressources afin de répondre aux nouvelles demandes en Afrique Orientale. Les traitants arabes et leurs auxiliaires ont été d'excellents prédateurs mais le réseau commercial fut affaibli avec la pénétration européenne. L'entrée en jeu des Européens apparut comme une menace réelle à l'extension de la zone d'influence arabe du fait que ceux-ci cherchaient des ressources et des territoires à coloniser »³⁰. Bosco Muchukiwa mentionne que : « le processus de perte de territoires ethniques s'est opéré aux frontières entre les chefferies. C'est donc un phénomène vieux d'au moins un siècle. Il a commencé avant la fixation définitive des frontières, à l'époque de l'invasion arabe et s'est amplifié durant la pénétration Européenne. Les pertes se sont opérées au profit des Babembe, des Barundi et des Bashi »³¹.

Le vieux conflit dans la plaine de la Ruzizi peut trouver les explications avec les thèses développées par le professeur Bosco Muchukiwa en 2000 et permettrait de comprendre les différentes dynamiques de contestation des pouvoirs Barundi dans la plaine de la Ruzizi. Evidemment, ces vieux conflits sont aussi instrumentalisés et amplifiés lors des tensions et des conflits entre les gens dans cette plaine et dans la chefferie de Bavira. La perte de territoires ethniques³² des toutes les communautés que ce soit les Barundi, les Bafuliiru, les Bavira et les Banyarwanda, a été un élément majeur dans l'analyse actuelle de ce conflits entre les Barundi et les Bafuliiru. Une bonne partie du territoire Ethnique Bafuliiru avait été confiée au Mwami Kinyoni venu du Burundi à la suite de tensions avec le Mwami Gisabo. Mais, il a eu à occuper le territoire de la rive droite de la Ruzizi du fait des actions des colonisateurs.

²⁹Bosco Muchukiwa, *Pouvoirs locaux et contestations populaires*, thèse de doctorat, Université de Louvain, 2003.

³⁰Bosco Muchukiwa, *Territoires Ethniques et Territoires Etatiques: Pouvoirs locaux et conflits interethniques au Sud-Kivu(R.D. Congo)*, Collection L'Afrique des Grands Lacs ,Paris, L'Harmattan, 2000,p50

³¹ Bosco Muchukiwa, *Op Cit*, 2000, p61

³² Bosco Muchukiwa, *Op.Cit*, 2000, p

Les récents événements violents sont consécutifs à l'assassinat du Mwami des Barundi, Floribert Ndabagoye, le 25 avril 2012³³. Les Barundi n'hésitèrent pas à pointer du doigt des milices Bafuliiru comme auteurs de cet odieux assassinat. Plus tard, une nouvelle escalade de violence s'observa le 6 juin 2014, lorsque 37 personnes (en majorité Bafuliiru) furent, à nouveau assassinées dans une église locale et d'autres dans une chambre de prière à Mutarule. A leur tour, des Bafuliiru y compris des groupes armés d'obédience Bafuliiru comme Mayi Mayi Bede et Karakara accusaient la coalition Barundi et Banyamulenge d'être les auteurs ou de mèche avec les assassins. Depuis lors, une vive tension entre ces deux communautés règne dans la plaine de la Ruzizi surtout que la justice n'a jamais été faite contre les principaux présumés meurtriers et leurs complices militaires FARDC impliqués dans ce drame. Au-delà de ces conflits et questions qui opposent les communautés dans la plaine de la Ruzizi, le conflit de pouvoir coutumier divise les populations, parfois des chefs sont remis en cause par les administrés, parfois des nominations sont faites sans respect des procédures administratives.

Comme résultat, il règne dans la chefferie plaine de la Ruzizi, un parallélisme de pouvoir³⁴ coutumier. Celui-ci s'observe au niveau de tous les groupements, les villages mais aussi le bureau de la chefferie, compliquant ainsi son fonctionnement. En effet, la situation est telle qu'à la mort du Mwami Ndabagoye, son fils Richard Kinyoni Nijimbere prit le contrôle de la chefferie. Ce dernier déclara dans une lettre officielle³⁵ qu'il ne reconnaissait aucun Mufuliiru³⁶ comme chef de groupement. En conséquence, il nomma de nouveaux chefs de groupement de la communauté Barundi en lieu et place des chefs de groupement de la communauté Bafuliiru qui étaient en fonction. Dans une lettre³⁷ adressée à monsieur le chef de groupement de Kagando, le chef de chefferie Plaine de la Ruzizi dénonçait le parallélisme du pouvoir dans lequel il répondait à la lettre du chef de groupement du 27 février 2015³⁸ dont

³³ Voir aussi ICG, Comprendre les conflits dans l'Est du Congo (1) : La plaine de la Ruzizi', *Rapport Afrique*, N° 206, 23 Juillet 2013, p3

³⁴Dans le groupement Kakamba, dans certains Villages dans ce groupement règne le parallélisme de pouvoir coutumier avec les anciennes nominations, des chefs contestés par la population, parfois relevés de leurs fonctions comme le cas du chef de groupement Soko Ben Mayeye. Voir la lettre N°5072/045/SK.211/G.KK/2010, écrite par Soko Ben Mayeye dans le but de montrer les acharnements du chef de la Chefferie Plaine de la Ruzizi contre lui.

³⁵ Cfr lettre N°,.....

³⁶ Singulier de Bafuliiru

³⁷ Lettre N°5072/013/28/CPR/2015, Richard Nijimbere Ndabagoye III Kinyoni III du 30 /03/ 2015

³⁸ Lettre N°5072/29/D.13/CPR/GPT-KD/2015, dans cette lettre, le chef de groupement Kagando dans laquelle, il informait au chef de chefferie que M. Bede Rusagara, membre du comité d'installation du secteur dans la Plaine de la Ruzizi serait arrivé à Kagando et avait pris possession du bureau de groupement parce qu'il serait nommé

l'objet concerne le parallélisme du pouvoir. Le chef de groupement de Kagando avait écrit une lettre au mwami dans laquelle il fustigeait l'ingérence manifeste et continuelle de M. Kwibe Dunia dans la gestion des affaires du groupement. Cette situation ne fut pas digérée par les Bafuliiru. Leur indignation fut grande au point de saisir les autorités provinciales pour arbitrer. Les 8 chefs de groupements ainsi que le Mwami Richard furent reçus par le ministère provincial ainsi que le chef de division de l'intérieur à Bukavu en 2013, mais les pourparlers n'aboutirent à aucune solution. Ces autorités provinciales avaient promis de trouver des solutions à cette situation mais cela n'est jamais arrivé. Jusqu'à présent, la situation dans cette chefferie se résume comme suit :

Les 4 groupements (Luberizi, Kakamba, Kabunambo et Kagando) sont chacun dirigés par deux chefs, les uns nommés par Richard à côté des autres qui existaient avant la mort du Mwami Ndabagoye. Voici comment se présente la situation dans le tableau suivant.

Tableau 1. Les chefs de groupement de la chefferie de la plaine de la Ruzizi

Groupement	Chef avant la mort de Ndabagoye	Ethnie	Chef nommé par Richard	Ethnie
Luberizi	Lameke Bazire	Fuliiru	Claude Mirundi	Barundi
Kakamba	Soko Ben Mayeye	Fuliiru	Rusimbi Guido	Barundi
Kabunambo	Mupanzi Marc	Fuliiru	Makirie	Barundi
Kagando	Kwibe Dunia	Fuliiru	Maheruka	Barundi

Les chefs de groupement nommés par Richard rapportent à lui alors que les autres disent envoyer leurs rapports au territoire. Ce parallélisme pose des problèmes aux acteurs humanitaires et autres qui cherchent à intervenir dans la zone et qui ne savent pas qui gouverne. En effet, au-delà du parallélisme de pouvoir, les groupements et villages en conflits s'érigent une appartenance administrative soit autonome ou soit, ils se rapportent aux chefs coutumiers de leur ethnie. Quatre grands conflits de pouvoir³⁹ coutumiers sont identifiés dans la chefferie plaine de la Ruzizi : 1) Conflits de pouvoir entre Bazire Lameki et M. Claude Mirundi Kamerhe à Luberizi ; 2) Conflit de pouvoir entre Mupanzi Marco et la

chef de groupement et faisait valoir les documents en sa possession malgré les instructions qui ont été donné quant à ce. La lettre est signée par le chef de groupement Muheruka Kagombe

³⁹ Archives Division Provincial de la Décentralisation et Affaires Coutumières; *Liste des conflits coutumiers*, Bukavu, 2016

succession Gaston Mukayire wa Mbambo dans le groupement de Kabunambo. Dans ce conflit c'est la succession de gestion à la tête du groupement qui constitue l'enjeu ; 3) Le conflit de pouvoir dans le groupement de Kakamba⁴⁰ entre Soko Ben Mayeye et Guido Rusimbi Kirima alors que c'est M. Guido Rusimbi Kirima qui est en fonction ; 4) le conflit de pouvoir dans le groupement de Kagando⁴¹ entre Dunia Kwibe et Maheruka Kagombe pendant que Maheruka est en fonction légalement. Ce conflit dans le groupement de Kagando prend de plus en plus d'ampleur à cause de la contestation du chef de groupement par certaines communautés de Kagando. A titre illustratif, en date du 12 Avril 2016, une lettre fut adressée au chef de la chefferie Plaine de la Ruzizi dans laquelle les populations de groupement font des réclamations afin de nommer Kwibe Dunia en remplacement de Maheruka.

Parmi les conséquences de ce parallélisme, est que le bureau de la chefferie de la plaine de la Ruzizi fonctionne à peine et une partie population se refuse de payer les taxes de la chefferie. Aux dires des personnalités locales rencontrées, le chef de chefferie (Richard Kinyoni Nijimbere) a pris officiellement son poste mais ne l'exerce pas craignant d'être assassiné à l'exemple de son père. De ce fait, il habite à Bukavu tout en étant considéré par une opinion comme chef de chefferie et une autre le conteste. A cet effet, il est perçu comme un chef divisionniste par l'opinion qui le conteste : « *En disant qu'il ne veut pas travailler avec les Bafuliiru et en les remplaçant carrément à la tête des groupements, le chef de chefferie renforce les conflits entre Burundi et Bafuliiru* »⁴².

Quant aux taxes, la population ne paie plus celles-ci considérant qu'elles ne serviraient à rien tant que la chefferie ne fonctionne pas. Entretemps, à Bukavu où il se trouve, le chef de chefferie (Richard Kinyoni III Ndabagoye III Nijimbere) continue à percevoir la rétrocession du gouvernement provincial, aggravant encore la polémique⁴³ au sujet de la gestion de la chefferie. Certains Burundi, se sentent aussi humiliés car les administrés Bafuliiru, ne reconnaissent plus leur pouvoir comme des coutumiers. Dans la plupart des villages comme à Bwegera, des éléments de Local défense sous la conduite de Mupara, en 2015, déclaraient

⁴⁰ Dans ce conflit il y a aussi le chef de chefferie Plaine de la Ruzizi qui agirait dans l'ombre mais ce conflit est la.

⁴¹ Pour matérialiser ce conflit, on doit dire que Kwibe Dunia en 2012, avait refusé de procéder à la cérémonie de remis et reprises a contraint Maheruka à ne plus occuper le pouvoir. Dans ce conflit aussi les populations de Kagando ont écrit une lettre au Mwami pour remettre en cause Maheruka au profit de Kwibe Dunia. Dans la lettre du 27 Février 2015, le chef de Groupement en poste Maheruka a écrit au Mwami Richard Nijimbere Ndabagoye III Kinyoni III lui qui dénonçait le parallélisme de pouvoir dans son entité.

⁴² Interview, Société civile, Luvungi, mars 2016.

⁴³ Rien que les conflits qui opposent le chef de groupement Kakamba au chef Richard N, Ndabagoye II Kinyoni III, celui-ci reprochait au chef de chefferie Richard la mauvaise gestion de frais de rétrocession.

qu'ils n'allaient pas payer les taxes auprès des chefs Barundi. D'ailleurs, rien qu'à voir la configuration de certains villages comme Bwegera, les membres des communautés Bafuliiru et Barundi se divisent les quartiers.

b) Dans la chefferie de Bafuliiru

Les tensions qui règnent sont d'un ordre différent comparativement à ce qui prévaut dans la chefferie de la Plaine de la Ruzizi. Si dans cette dernière, les conflits de pouvoir sont d'une dimension interethnique, par contre dans la chefferie des Bafuliiru, il s'agit d'un conflit de succession opposant le feu Mwami Ndare Simba II à son frère Mukogabwe II Muzima wa Simba Albert depuis longtemps. A la mort de Mwami Ndare Simba II, son fils prit le pouvoir mais Mukogabwe II Muzima wa Simba Albert continua toujours à protester. Ainsi, ce vieux conflit se transféra lors de la succession et oppose actuellement le jeune Mwami Kalingishi Adam et son oncle paternel Mukogabwe II Muzima wa Simba Albert. Kalingishi Adam a pris le pouvoir en 2013 en succédant à son père Ndare Simba Simon décédé la même année. Au bout de 2 ans de règne, son oncle paternel Mukogabwe II Muzima wa Simba Albert qui, aux dires de plusieurs acteurs rencontrés, avait déjà entrepris les démarches pour prendre le pouvoir en inquiétant Kalingishi Adam. Le premier argument fut de contester sa filiation avec le feu Mwami Ndare Simba Simon en disant qu'il serait plutôt le fils d'Adam Bombole de Kinshasa, d'où son prénom Adam. Le deuxième argument était qu'il n'avait pas respecté la procédure coutumière de succession car, il l'a faite le même jour de l'enterrement de son père. Mais d'après ses partisans, ceci était la seule façon de barrer la route à Mukogabwe II Muzima wa Simba Albert qui tentait de prendre le pouvoir à sa place.

Comme ces arguments ne réussirent pas à invalider la légitimité du Mwami Kalingishi Adam, son oncle paternel et ses partisans prirent l'option de l'attaquer sur un autre plan, plutôt administratif et comportemental. Ils l'accusèrent de mégestion et de déshonneur envers le trône. Sur le plan de la mégestion, ils disaient que le jeune Mwami (Kalingishi Adam) restait trop de temps à Bukavu et qu'il utilisait l'argent de la rétrocession pour son plaisir personnel au lieu d'en faire des réalisations concrètes pour la chefferie. Sur le plan comportemental, il semble que le jeune Mwami fut accusé de se souler en public, qu'il était désordonné et que son comportement portait atteinte au trône de Bafuliiru. C'est à peu près sur base de ce dernier argument que l'autorité provinciale, à savoir le ministre de l'intérieur, a opéré une restructuration au niveau de la chefferie en désignant Monsieur Mukogabwe II Muzima wa Simba Albert comme chargé de l'administration et des finances de ladite chefferie.

Au cours d'une réunion tenue à l'hôtel Eden City à Uvira, le gouverneur de province, Monsieur Marcelin Cishambo Ruhoya lui-même fut le premier à consacrer la confusion en disant que la famille régnante avait désigné comme intérim monsieur Mukogabwe II Muzima wa Simba Albert pendant l'absence du Mwami Kalingishi Adam, vivant à Bukavu et supposé aller continuer les études. Cette déclaration ne manqua pas de heurter les esprits. C'est plus tard que le ministère de l'intérieur clarifia les choses en sa manière tout en reconnaissant que Kalingishi Adam était bel et bien le chef de chefferie et que son oncle Mukogabwe II Muzima wa Simba Albert devait s'occuper de la gestion administrative et financière. Quoi qu'il en soit, tout ceci n'a fait que consacrer une confusion et n'aura pas résolu le problème.

Ce conflit divise aujourd'hui les Bafuliiru qui se rangent chacun dans le camp de l'un ou l'autre protagoniste. Pour conserver son pouvoir, chaque partie se ferait appuyer par une milice⁴⁴ locale ainsi que par des acteurs politiques provinciaux et nationaux. L'honorable Justin Bitakwira aurait été plusieurs fois pointé du doigt comme un allié de monsieur Mukogabwe II Muzima wa Simba Albert alors que le Révérend et sénateur Kuye Nondo wa Mulemera serait allié à la cause de Kalingishi Adam parce qu'il entretiendrait des bonnes relations avec son feu père. D'ailleurs des informations de Lemera font état que le Jeune Mwami Kalingishi Adam vivait à Kinshasa chez l'honorable Révérend Kuye Nondo wa Mulemera. Même si l'on n'observe pas encore de violences rangées, la situation demeure tendue et les conséquences auxquelles elle pourrait déboucher ne devraient pas être sous-estimées.

Au-delà de ce conflit qui oppose les deux protagonistes, dans le groupement Lemera où le chef-lieu de la chefferie est situé, on note un autre conflit⁴⁵ entre Mukogabwe II Muzima wa Simba Albert et son frère Simba Muhogo Edmond depuis 1983. Ce conflit est issu de la destitution de Mukogabwe II Muzima wa Simba Albert au poste de chef de groupement lors

⁴⁴Selon les informations de terrains, le camp de Mukogabwe II Muzima wa Simba Albert aurait des relations avec Le Mayi Mayi Karakara car ils auraient aussi des liens avec l'honorable député national Justin Bitakwira Bihona-Hayi et le camp de jeune Mwami, son oncle Paternelle Simba Muhogo Edmond à l'époque avait des liens avec les Local défenses FALL sous la conduite du Colonel Molière, de Prosper Israël Mahinduzi qui est basée à Ndolera. Dans cette dynamique on a vu que même les choses ne mâchaient pas. D'ailleurs certains observateurs pensent que le rétablissement de Mukogabwe II Muzima wa Simba Albert à la tête de la chefferie aurait reçu un appui de l'honorables Justin Bitakwira parce que lui même était présent lors de l'installation du Mwami Albert. Justin Bitakwira n'a jamais digérée que ce soit Adam Kalingishi qui prenne le pouvoir chez les Bafuliiru.

⁴⁵Voir la lettre écrite par Albert et la réaction des notables et sages du Groupement de Lemera instrumentalisés par les partisans du feu Mwami Ndare Simba du 25 Juin 2007. Au fond les sages à cette époque avaient délégitimé Mukogabwe II Muzima wa Simba Albert et réaffirmé leurs soutiens à Simba Muhogo Edmond.

des conflits qui l'opposaient à son frère Mwami Ndare Simba. Albert avait entamé des procédures de sa réintégration, sa réhabilitation qui a été fait en 2007 mais ne pouvait pas recevoir les primes comme les autres chefs de groupements jusqu'au temps de sa désignation aux fonctions de chef de chefferie Ad intérim. Mais lors de sa prise de pouvoir, il ne pouvait pas assumer les deux fonctions comme chef de groupement et chef de la chefferie. Ainsi, il nomma un autre chef de groupement après des incidents qui ont eu lieu en février 2016⁴⁶. Lors de son installation comme chef de groupement, il y avait des problèmes car le camp du jeune Mwami Adam Kalingishi collaborait avec les Forces d'autodéfenses FALL sous la conduite de Colonel Molière. Comme Albert a réintégré le pouvoir, Molière décida de rejoindre encore le maquis et Edmond quitta son poste d'attache pendant plusieurs mois. Mais le chef de Division provinciale de la décentralisation et Affaires coutumières avait réagi face à cette nomination en montra qu'il s'agit des règlements des comptes⁴⁷ car Mukogabwe II Muzima wa Simba Albert est encore en conflit avec son frère Simba Muhogo Edmond sur la gestion du pouvoir coutumier dans le groupement de Lemera.

Par ailleurs, Albert a essayé de régler des comptes à son frère Edmond en nommant Monsieur Byamungu Kapala Kalyomba, ancien chef de village Lemera au poste de chef de groupement de Lemera. Cette situation n'a pas encore dégénérée mais elle aura des répercussions sur la stabilité de la chefferie. Les FALL de Molière sont maintenant inscrit dans le processus de démobilisation, désarmement et réinsertion.

Un autre conflit⁴⁸ qui est présent dans la chefferie de Bafuliiru est celui qui est observée dans le groupement d'Itara-Luvungi entre Ndaye-Oyo-Bwampayi Kimbumbu et son frère Mbabaro Ombeni Joseph qui est l'actuel chef de groupement de Luvungi-Itara. Son adversaire est en prison centrale de Bukavu, incarcérée avec son fils Mandela Kimbumbu suite aux allégations de la constitution des milices.

⁴⁶ Lorsqu'Albert est notifié et nommé puis installé, il y avait des constatations, comme il n'est pas en bons termes avec els FALL cela devrait arriver. En 2016, le chef de la chefferie va nommer un autre chef de groupement Lemera en remplacement de son frère Simba Muhogo Edmond pour motif, celui ci a pris les armes avec l'équipe de FALL dans la nuit du 8 au 9 février 2016. (cfr lettre N° 5072/23/K.325.1/C.BAF/2016)

⁴⁷ Balamba Bugomoka Emmanuel, chef de Division de la Décentralisation et Affaires coutumiers, Concerne Dossier Simba Muhogo Edmond, chef de Groupement Lemera, chefferie de Bafuliiru, Territoire d'Uvira; lettre N°! 2409/ 245/ DIV-DAC/SK/2016

⁴⁸ Archives Division Provincial de la Décentralisation et Affaires Coutumières; *Liste des conflits coutumiers*, Bukavu, 2016

c) Dans la chefferie des Bavira

Le problème concerne la gestion du groupement de Bijombo où 3 personnes se disputent le pouvoir, à savoir Kanyege, Tete et Waziri. Tous détiendraient des documents 'officiels' et valables à leurs yeux leur donnés par le chef de chefferie qui nommait quelqu'un sans annuler la nomination du précédent. Il semble que même l'ancien chef de groupement, un munyamulenge, monsieur Kabarure, qui gérait l'entité avant la guerre de 1996 détiendrait toujours un document non abrogé. Au cours du mois de janvier 2016, la situation socio-sécuritaire s'est détériorée avec les agitations au sein des différentes communautés Bafuliiru, Banyindu et Banyamulenge vivant dans Bijombo. Ces agitations ont entraîné l'implication des milices Gumino pour les Banyamulenge et les Mayi Mayi pour les Bafuliiru et Banyindu. Au sujet de la gouvernance de Bijombo, la confusion demeure encore au sujet de qui gouverne réellement l'entité. Aux dernières nouvelles, le Mwami Lenghe Edmond, chef de chefferie des Bavira a notifié un certain Obedi comme chef de groupement de Bijombo.

La détérioration de cette question avait conduit le commandant des opérations Sokola II Sud Kivu à convoquer en date du 11 mars 2016, à Uvira, une réunion de sécurité élargie aux leaders des communautés pour parler de la situation de Lemera et Bijombo. De cette rencontre, quelques résolutions ont été prises. Premièrement, un comité de pacification des hauts plateaux composé de 10 personnes fut mis en place. Il est composé par l'administrateur du territoire, le chef de chefferie des Bavira, un délégué des Bavira, Bafuliiru, Banyindu, Babembe, de la société civile 'forces vives', de la 'nouvelle dynamique de la société civile' et du conseil territorial des jeunes. Deuxièmement, il a été décidé que l'armée soit déployée à Bijombo pour sécuriser la population. Troisièmement, il a été recommandé aux FARDC d'envoyer un groupe d'émissaires pour sensibiliser et convaincre les différents groupes de combattants à déposer les armes et à rejoindre le processus DDR. Quatrièmement, il fut recommandé au conseil territorial d'organiser une mission de restauration de l'autorité de l'Etat à Bijombo. Cinquièmement, au chef de chefferie de donner la lumière sur qui gouverne réellement le groupement de Bijombo tandis qu'aux leaders des communautés, il leur fut demandé de s'impliquer dans la sensibilisation des groupes armés à déposer les armes et à cesser les hostilités.

De par les informations récoltées auprès de certains acteurs de Lemera et Bijombo, nous avons relevé que les violences survenues entre Mayi Mayi et Gumino ne sont que très peu liées à leur soutien dans les conflits de pouvoir à Bijombo. De notre point de vue, et nous basant sur les développements récents de la situation, même si ces différents groupes

accordent chacun un appui à sa communauté ou aux leaders qui se disputent le pouvoir, leurs affrontements en début de l'année 2016 sont surtout liés au contrôle des marchés, c'est-à-dire dans le sens du prélèvement des taxes ainsi que pour le contrôle des barrières payantes. L'absence des militaires loyalistes est un facteur qui permet à ces groupes de pouvoir faire la loi dans le milieu. C'est d'ailleurs l'une des raisons pour lesquelles il fut recommandé un déploiement des éléments FARDC dans l'entité.

d) Les conflits de pouvoir dans le secteur d'Itombwe

Le secteur d'Itombwe se retrouve à la fois dans le territoire de Mwenga une partie, et une autre dans le territoire de Fizi. La situation est caractérisée par les conflits de pouvoir coutumier et les conflits de succession. Les cas des conflits entre Ishangulungulu Eoba et Kilima Mwenitogo alors qu'actuellement le chef en fonction est Ishangulungulu nommé sur arrêté Ministériel N°90/019 du 11 Janvier 1990 dans le groupement Basimwenda du côté du territoire de Mwenga, dans la chefferie de Wamuzimu. De l'autre côté dans le territoire de Fizi, on répertorie trois⁴⁹ types des conflits dans le secteur d'Itombwe. Il s'agit du conflit dans le groupement de Basimukundji I entre Kisale Bitolwa et Lubunga Imata ; dans le groupement Basimukunji II, le conflit de succession au pouvoir coutumier entre Mukanga Mukuma Lulinda et Lutenda Lulinda. Enfin dans le groupement Basikamagulu, le conflit de succession entre Kaleka Kundukilo et Kaleka Ibrahim. Ces conflits aussi ont des connotations qui ne permettent pas de stabiliser à long termes ces zones.

2.2. Tensions entre chefs coutumiers et autorités politico-administratives

Un des problèmes qui méritent l'attention des intervenants concerne les relations entre autorités coutumières et autorités politico-administratives, militaires et policières dans certains endroits du territoire d'Uvira. En effet, la compétition et la concurrence dans la provision de la justice et dans la gestion des différentes affaires locales ainsi que les comportements de certains acteurs publics rendent la collaboration difficile et entraînent parfois des tensions, certaines d'entre elles virant même à la violence verbale, physique ou à la méfiance mutuelle. Trois exemples nous permettent de l'illustrer à savoir Kamanyola, Sange et Luvungi.

⁴⁹ Liste des Conflits répertoriés par la Division provinciale de la Décentralisation et Affaires coutumiers du Sud Kivu, 2016.

Pour ce qui est de Kamanyola, les relations entre le chef de groupement, Monsieur Muziba Cubaka Peuple, et le trio Chef de Poste (Byamungu Zagabe Bertin), Police nationale et FARDC ne sont pas bonnes. Aux dires de la société civile, la cause de ce manque de collaboration réside dans le fait que le chef de groupement dénonce les exactions commises par le trio cité ci-haut. Pour ces acteurs de la société civile, la position du chef de groupement va dans le sens de la protection et la défense des droits de sa population tandis que les autres sont impliqués dans des pratiques de rançonnement et de violation des droits des gens. Par exemple, les militaires s'adonnent à des arrestations arbitraires, s'accaparent des dossiers civils et les gèrent avec violence et brutalité ; la police garde les gens au cachot pendant plus d'une semaine avec privation de visites, le commandant de la police exige aux prévenus de lui payer 50.000 FC au point qu'il est aujourd'hui surnommé localement « *Commandant 50.000* » ; le chef de poste crée des infractions là où elles n'existent pas, etc. En conséquence, le chef de groupement s'est montré proche de la population et soutenu par celle-ci au détriment des autres autorités politico-administratives, militaires et policières. Les acteurs locaux contactés soupçonnent que ce serait la raison pour laquelle le chef de groupement a écopé d'une suspension depuis le mois de mars 2016, étant devenu gênant à l'égard des intérêts des autres. Jusqu'au moment de notre enquête il nous a été rapporté que suite au manque de collaboration, les autorités locales ne se saluaient même pas.

A Luvungi et à Sange, les relations entre autorités coutumières et celles politico-administratives et les services de sécurité sont plus caractérisées à la fois par la méfiance et la suspicion. Les militaires sont suspectés d'être impliqués dans des cas d'insécurité et de vols nocturnes. A Sange les autorités locales, en particulier celles de la cité de Sange, se disent indignées que des éléments FARDC coupent les arbres des boisements des particuliers sans demander la permission, créant ainsi des conflits. Ensuite, ils arrêtent les véhiculent et les retiennent à des heures tardives avant de les relâcher monnaie payante, leurs femmes récoltent des feuilles de manioc dans les champs des civils sans qu'ils le leur interdisent. Tout cela a entraîné un refroidissement des relations entre autorités civiles locales et les militaires. A Luvungi, c'est plutôt à un chef de groupement très autoritaire auquel on assiste. Aux dires des acteurs rencontrés sur place, ce dernier collabore avec les militaires pour tracasser sa population et lui exproprie ses terres, ce qui le met en mésentente avec les autres autorités politico-administratives locales.

Un élément important qu'on retrouve dans la plupart d'endroits où sont implantées les cités rurales, c'est le développement d'un discours de délégitimation des postes d'Etat. Les agents

travaillant dans les cités rurales argumentent que les postes ne sont plus légalement reconnus et que leur fonctionnement dénote d'un simple 'forcing' et d'une incapacité des autorités étatiques au niveau national de trancher définitivement la question. Ces agents qualifient les postes d'Etat ainsi que leurs animateurs d'illégitimes. Ce discours est très présent et rend la collaboration entre cités et postes d'Etat très froide et là où elle existe encore, elle est manifestement plus hypocrite que sincère. Les acteurs de la société civile rencontrés sont dans la même logique que ces agents, mais contrairement à eux, ils accusent les autorités politiques de ne pas fournir suffisamment d'efforts pour clarifier le sort de ces postes d'Etat qui ne sont plus légalement reconnus.

2.3. Tensions entre autorités politico-administratives et société civile

Dans certains endroits, ce sont les relations entre société civile et autorités qui ne sont pas bonnes. Cette situation est source de frustration au sein de la population et rend difficile la communication sur les questions de sécurité et la gouvernance en général. Ce manque de collaboration a été surtout constaté à Kamanyola et Luvungi. Pour ce qui est de Kamanyola, c'est surtout le fait que la société civile dénonce les exactions et rançonnements des autorités politico-administratives, policières et militaires qu'elle est mal vue. Par rapport à leur manque de collaboration avec le poste d'Etat, tout est lié non seulement au fait que le chef conjugue avec ses collègues (FARDC et PNC) qui pourtant commettent les exactions sur la population, mais surtout, c'est à la suite de la manifestation publique de la population organisée par la société civile en date du 04/05/2016 et qui conduisit à la destruction totale des bureaux du poste d'Etat par la foule en colère que les mésententes se sont accentuées. Cette manifestation avait pour but de revendiquer que Kamanyola devienne une commune rurale et ne visait pas le poste d'Etat. Celui-ci n'a été la cible des manifestants que lorsque la police a reçu l'ordre venant du chef de poste d'Etat de disperser les manifestants. Dans cette tentative, un policier tira et blessa un jeune manifestant à la jambe, c'est ce qui enflamma la colère de la population. Les manifestants ont alors détruit le bureau, brûlé des documents et saboté tout ce qu'il y avait. Le vice-gouverneur de province (Kalonda Mbulu) présent dans le milieu, ne put être capable de calmer la foule en colère. Dès lors, les relations entre le chef de poste d'Etat et la société civile ne sont plus au bon fixe.

A côté de cela, la dénonciation des exactions des militaires FARDC et de la police renforce la méfiance entre population et les services de sécurité nationale. Il est reproché aux FARDC de récupérer et trancher des dossiers civils, de brutaliser les gens et de les rançonner. En date du

9/03/2016 s'est tenue une réunion du conseil de sécurité local où la société civile fut invitée et dans laquelle la MONUSCO avait aussi pris part. Au cours de cette réunion, la société civile a dénoncé ces comportements des commandants FARDC en place (Lt Mwangala et son adjoint Muhindo) et cela ne fut pas bien digéré par ceux-ci. C'est ainsi que le président de la jeunesse qui avait justement pris la parole au cours de cette réunion, fut interpellé le soir du même jour à 20 heures par les FARDC. Il fut tabassé et courrait le risque d'y laisser sa vie. C'est grâce à l'intervention du chef de Poste de l'Agence Nationale des Renseignements (ANR) qu'il fut libéré et fut obligé de quitter momentanément le milieu⁵⁰. A cause de cela et pour mettre au grand jour les différentes exactions des militaires FARDC à Kamanyola, la société civile locale adressa un mémorandum au commandant de la 33^e région militaire à Bukavu en listant quelques cas de violation de droits humains par les militaires et en demandant que soient remplacés les commandants en place. Les acteurs locaux ont dit être davantage choqué parce qu'au cours de la même réunion ci-haut citée, le commandant de la PNC local aurait déclaré ceci : *« sans les exactions, je n'aurais pas de rapport à donner à la hiérarchie »*. La demande par la société civile que soient remplacées à la fois le chef de poste, le commandant PNC et celui des FARDC fait qu'aujourd'hui que le climat reste très tendu. Ces autorités n'adressent même plus la parole à la société civile et les animateurs de celle-ci disaient se sentir en insécurité permanente. *« Si je suis attaqué la nuit, je ne sais plus qui peut me protéger, notre sécurité est entre les mains de Dieu en ce moment »* disait le président de la société civile⁵¹.

Dans le cadre des relations populations et services de l'Etat, une situation particulièrement alarmante est que dans certains endroits, les services de l'Etat n'ont pas de bâtiments propres pouvant servir de bureau. A Kamanyola et Luvungi, ils n'ont fait que loger dans des maisons des particuliers. Mais le problème évoqué par la population est que ces services sont de mauvais locataires qui payent difficilement les frais de loyer. Au moment où nous menions cette analyse de contexte, le propriétaire de la maison menaçait de chasser le poste d'Etat de sa maison pour non-respect des conventions locatives. La population et même les agents du poste d'Etat nous ont rapporté que cette situation n'est pas inconnue des autorités provinciales et que malgré leurs promesses, rien n'a été fait. La MONUSCO aurait également promis d'intervenir mais n'a jamais concrétisé sa parole. *« L'Etat n'est pas respecté par la population à cause de cette précarité dans laquelle nous fonctionnons. Voyez vous-mêmes, le mobilier qu'il y a ici, cesont les gens de la cité qui nous en ont donné après que notre ancien*

⁵⁰ Société civile sous noyau de Kamanyola, Mémorandum du 12 mars 2016.

⁵¹ Entretien à Kamanyola, le 30 avril 2016.

bureau fut incendié. *Qui peut nous prendre au sérieux et nous respecter dans ces conditions?* », Confiait le secrétaire administratif du Poste d'Etat de Kamanyola⁵². Il s'agit là d'une priorité que le programme STAREC devrait adresser.

2.4. Comprendre les dynamiques conflictuelles locales

Il est indispensable de situer les conflits d'Uvira et l'escalade de violence actuelle dans une dynamique plus complexe. La plaine de la Ruzizi est un espace transfrontalier, au milieu de fragilités et intérêts divers. Ces derniers puisent d'abord leurs sources dans l'histoire de peuplement de la zone ainsi la compétition pour le pouvoir politique et coutumier local. Ensuite, s'observe une compétition pour l'accès aux ressources locales (terres et gestion des pâturages). Enfin, la plaine de la Ruzizi ne peut être déconnectée des dynamiques sécuritaires délétères vécues, depuis plusieurs années, le territoire d'Uvira et le secteur d'Itombwe.

a) *'Lisasi iko pembeni ya moto'*

C'est en ces mots que s'exprimait un acteur de Luberizi. En d'autres termes, le conflit Barundi-Bafuliiru est tellement explosif qu'il est, en ce moment, susceptible de déclencher des violences ethniques. La plaine de la Ruzizi est un espace peuplé par les Bafuliiru et les Barundi et compte, selon les estimations⁵³, respectivement 80 % des Bafuliiru et 20% des Barundi. Si déjà, historiquement, chaque communauté fait prévaloir son antériorité par rapport à l'autre en termes de légitimer sa présence dans la zone, la gestion de la chefferie de la plaine de la Ruzizi est âprement disputé entre ces deux communautés comme dit précédemment. Les Bafuliiru se disent majoritaires et premiers occupants du sol et ne peuvent être dirigés par un Mwami des Barundi. Pourtant, c'est aux Barundi que l'autorité coloniale octroie la chefferie des *'Barundi'* en 1928 à la suite des événements des années 1800 avec la percée des Européens, la perte⁵⁴ des terriores Ethniques Bavira et Bafuliiru pour plusieurs raisons, et leur concours apporté aux colonisateurs. Depuis lors, les Barundi la gèrent à travers une dynastie Tutsi contestée par les Fuliiru déjà en 1929⁵⁵. Arrêtons nous un peu sur les deux thèses qui s'affrontent dans les communautés qu'elle soit les Banyarwanda, les Barundi et les Bafuliiru. Si l'on s'en tient aux thèses développées par Bosco Muchukiwa (2000), on peut dire que les deux communautés ne peuvent pas se prévaloir le droit de l'antériorité des

⁵² Entretien à Kamanyola, le 30 avril 2016.

⁵³ Voir aussi ICG, *Rapport Afrique*, Juillet 2013, p3

⁵⁴ Voir Bosco Muchukiwa, 2000,p

⁵⁵ Selon International Crisis Group (Comprendre les conflits dans l'est de la RDC : la plaine de la Ruzizi, 2013, p. 4), l'érection d'entités administratives autonomes dans les Kivus pour les immigrés du Rwanda et du Burundi à l'époque coloniale fut farouchement combattue par les autochtones et accentua la compétition entre les groupes ethniques.

communautés même si les colonialistes ont créé la chefferie des Barundi. Mais avant l'arrivée des colons, les chefferies situationnistes existaient déjà pour reprendre les termes de Bosco Muchukiwa.

Le conflit Barundi-Bafuliiru se manifeste aujourd'hui sous plusieurs aspects. D'abord, par l'exil depuis 2012, du Mwami des Barundi, Richard Kinyoni Nijimbere. Ce dernier est contesté, voire menacé par les Bafuliiru qui s'opposent à son intronisation. Selon des sources locales, ils mènent des actes de sabotages, notamment des manifestations de rue. Le deuxième aspect déjà mentionné est le refus de payer les taxes et redevances de la chefferie, instrumentalisé par des chefs de groupements et notables Bafuliiru. Par cet acte, ils désobéissent au pouvoir Barundi local, mais aussi disent qu'ils ne peuvent payer des redevances coutumières à un chef de collectivité qu'ils contestent, vivant en exil et qui n'exerce pas ses fonctions. Troisièmement, les Bafuliiru revendiquent que la chefferie devrait être érigé en secteur, de manière à ce que l'occupation à la tête de la chefferie soit désormais sanctionné par des élections. Celles-ci seraient pourtant à la faveur des Bafuliiru qui sont majoritaires dans la chefferie, au détriment des Barundi qui sont minoritaires. Quatrièmement, le pouvoir des Barundi fait l'objet, durant ces dernières années, de la contestation par les milices Fuliiru, notamment la milice jadis commandée par Bede Rusagara (originaire de Mutarule). Bien que Bede lui-même neutralisé puis tué par les FARDC, sa milice affaiblie mais reste encore présente sous le commandement du colonel Tigre qui a des liens avec feu Bede Rusagara. D'autres miliciens ont pris le relais en s'opposant au pouvoir des Barundi. Ainsi, Karakara, un ancien capitaine des FARDC basé depuis début 2016 dans les collines de Kabumenge (Sange) ainsi que Simuzinzi développent le même discours de contestation jadis menée Bede.

Dans ces conditions, il s'observe dans la plaine de la Ruzizi une intense circulation d'armes et des suspicions de conspiration de part et d'autre. Pour exemple, la cache d'armes découverte en janvier 2016, chez un sujet Barundi (Claude Mirundi) de Mutarule 1 et probablement proche du chef de la chefferie (Richard Kinyoni Nijimbere) ne conduit qu'à envenimer les suspicions d'attaque contre les Bafuliiru. Pour d'autres sources, ces armes n'ont été entreposées à cet endroit que pour servir de transit vers d'autres milices des moyens et hauts-plateaux ou étaient destinées aux opposants actuels contre le pouvoir de Peter Nkurunziza au Burundi.

Toutefois, il s'observe que le discours envers les Barundi a évolué ces dernières années. Si au début des années 2000, les Bafuliiru les considéraient comme des étrangers dans un contexte où leurs accointances politiques avec la rébellion RCD était assez fortes, la tendance actuelle

est plutôt de les ‘congoliser’. Aujourd’hui, le débat autour de la chefferie plaine de la Ruzizi qui constitue le socle des conflits interethniques opposant les Barundi aux Bafuliiru, a ainsi pris une nouvelle dimension. Alors que, par le passé, celui-ci consistait en une délégitimation de la nationalité des Barundi par les Bafuliiru, délégitimation qui allait même jusqu’à considérer qu’ils n’avaient pas droit à la terre et au pouvoir, le discours devient tout autre.

En effet, les contestations des Bafuliiru ne semblent plus porter, exclusivement, sur l’épineuse question de la nationalité des Barundi, mais porte sur le changement d’exercice du pouvoir coutumier de la chefferie à un secteur et leur mainmise sur celle-ci. Mais cette proposition est largement contestée par les Barundi qui soupçonnent une tentative de fragilisation de ce qu’ils considèrent comme source de leur pouvoir dans la plaine de la Ruzizi. Entretemps, le conflit Barundi-Bafuliiru ne peut être réduit à sa dimension politique. Selon des sources locales, plusieurs Barundi sont actuellement devenus des ‘Bafuliiru’ de fait des mariages mixtes, à la suite d’un processus d’assimilation de certains Barundi aux Bafuliiru ou pour des raisons d’alliance, d’intérêts économiques et de positionnement politique. Il porte aussi sur le contrôle des ressources locales (taxes collectés dans les marchés locaux), la gestion des pâturages et les connections avec les enjeux sous régionaux, notamment les alliances diverses entre groupes ethniques locaux avec des acteurs délocalisés, opérant dans les pays voisins (Burundi et Rwanda).

A vrai dire, autant le chef de chefferie Barundi ne veut pas collaborer avec les chefs Bafuliiru, autant les Bafuliiru ne reconnaissent pas la légitimité et ne veulent pas répondre à un Mwami Barundi. La fragilisation de cette chefferie est essentiellement liée à ces divergences. On observe des alliances entre Barundi et Banyamulenge autour de cette question avec une forte influence d’acteurs politiques et opérateurs économiques et militaires à tous les niveaux aussi bien chez les Barundi-Banyamulenge que chez les Bafuliiru. Les groupes armés opérant dans la zone exploitent ce conflit de pouvoir pour légitimer leur présence. Les informations récoltées sur terrain indiquent qu’ils ont joué un grand rôle dans les violences qu’a connu la chefferie Plaine de Ruzizi au cours de ces trois dernières années et qu’à ce jour, ils restent des bases arrière « non déclarées » pour les communautés.

b) “La houe tire des balles et les cornes de la vache aussi”

Dans la plaine de la Ruzizi, les conflits entre éleveurs et agriculteurs se manifestent sous plusieurs formes. Ils sont ainsi à examiner au-delà du fait récurrent de la destruction des cultures par le bétail ou du vol de ce dernier par des éléments des milices locales,

particulièrement celles des Bafuliiru. En 2012, Justine Brabant et Jean Louis Nzweve faisaient remarquer que « ...le bétail est d'abord une cible pour certains groupes Mai Mai déjà constitués pour lesquels la vache est déjà une richesse à consommer ou à revendre, et un moyen symbolique à porter atteinte aux éleveurs Banyamulenge. En réactions à ces pratiques, d'autres groupes armés, généralement moins organisés se sont créés dans le but affiché de défendre les éleveurs et leurs bétails. Le cas le plus remarquable est celui des Twiganeho... »⁵⁶

Situons le problème dans sa complexité locale. Depuis plusieurs années, la plaine de la Ruzizi est un espace privilégié pour le pâturage du bétail, essentiellement des vaches. La concentration de cette activité dans la plaine est le consécutif à trois facteurs. Elle résulte d'abord de l'évolution et des besoins de la transhumance. Celle-ci se déroule de telle sorte que les éleveurs de bétail en provenance des moyens et hauts-plateaux s'orientent vers la plaine de la Ruzizi, considérée comme une zone plus viable où l'herbe peut facilement être trouvée en toutes saisons de l'année. Mais au fil des années, la transhumance s'est presque sédentarisée. Ceci s'explique par l'insécurité vécue par les éleveurs des moyens et hauts plateaux, notamment les Banyamulenge et les Bafuliiru eux-mêmes. Cette insécurité sévit depuis plusieurs années, voire des décennies dans une zone largement sous l'emprise des Mayi Mayi locaux et des factions errantes des Forces Démocratiques pour la Libération du Rwanda (FDLR). Comme résultat, les éleveurs éprouvent le besoin de nourrir et de sécuriser leur bétail. C'est dans ce dilemme insécurité-sécurisation de bétail que la majorité d'entre eux recourent aux armes et, le cas échéant, aux milices locales pour le besoin de protection des troupeaux. Il faut dire que c'est un phénomène qui n'est pas nouveau car beaucoup des groupes armés y ont fait recours à l'époque du RCD, et dans un passé récent. Alors que les FARDC ont été commis dans les hauts Plateaux pour les traquer, certains groupes Mayi Mayi les faisaient à Fizi et à Uvira : « Les FARDC positionnées dans les hauts et Moyens plateaux ont désormais la possibilité d'intercepter les voleurs des bétails dans leur fuite de la plaine vers les montagnes. Des petits groupes Mayi Mayi continuent de commettre de vols épisodiques dans la plaine de la Ruzizi et sur les moyens plateaux d'Uvira »⁵⁷. Les auteurs, à cette époque, avaient observé que les groupes de Mayi Mayi PARC-FALL Alléluia sous le commandement de William Amuri dit Yakutumba et de Mayi Mayi Mulumba, Mayi Mayi

⁵⁶Justine Brabant et Jean Louis Nzweve, *La Houe, la vache et le fusil; Conflits liés à la transhumance dans les territoires de Fizi et Uvira (Sud Kivu: RDC) : Etat de lieux et leçons tirées de l'expérience de LPI*, Série des Grands Lacs, LPI, Uppsala, 2013, p70

⁵⁷Justine Brabant et Jean Louis Nzweve, *Op Cit*, p71

Chochi, Mayi Mayi Aoci furent impliquées dans ces actes de vols de bétails des éleveurs Banyamulenge lors de la transhumance.

Un deuxième facteur est le fait que les éleveurs ne sont pas des acteurs isolés. Lorsqu'on parle d'eux, on se limite souvent aux simples bergers de troupeaux, aux tensions locales liées au vol de bétail et aux cas parfois isolés de destruction des récoltes par les vaches. La tendance est ainsi d'ignorer les vrais détenteurs d'enjeux locaux et sous régionaux, notamment les propriétaires des troupeaux, Congolais ou étrangers. Pourtant, depuis quelques années, la plaine de la Ruzizi connaît une présence importante de troupeaux de vaches en provenance des pays voisins (Burundi et Rwanda). Bien que ceci résulte de plusieurs facteurs, notamment climatiques, cet afflux est aussi le résultat de l'échec des politiques de développement des pâturages modernes, du manque d'espaces à cause de la démographie galopante, de la présence d'alliés de certains acteurs sous régionaux en RDC et surtout de la porosité des frontières congolaises.

Le troisième facteur d'escalade ethnique concerne les alliances entre acteurs. Des nombreux interviewés mentionnent une alliance entre des éleveurs Banyamulenge et les Barundi pour le besoin de sécurisation. Un interviewé disait *'tu dois avoir quelqu'un dans la plaine pour sécuriser tes biens'*. Cette alliance serait très extériorisée lors de la rébellion RCD et du souci pour des éleveurs des moyens et hauts plateaux (en particulier des Banyamulenge) de soutenir l'installation d'un mwami des Barundi comme gage pour la sécurité de leurs biens, notamment le bétail. D'autre part, les Bafuliiru, étant majoritairement agriculteurs voient dans l'afflux des vaches une menace à leurs activités agricoles, le moyen de survie le plus important pour leurs populations.

Dans ces conditions, la concentration et les mouvements de bétails alimentent les tensions ethniques et participent à la violence milicienne de part et d'autre. La destruction des cultures et les tensions qui s'ensuivent ne sont, en réalité, que la résultante d'une dynamique plus complexe, dans laquelle alliance 'politico-ethnique', gestion de ressources (pâturages et récoltes) et sécurisation du bétail s'entremêlent.

c) Conflits fonciers et dépossession des petits paysans

En plus du conflit entre Barundi et Bafuliiru et entre éleveurs-agriculteurs, il sévit également dans la plaine de la Ruzizi, de nombreux conflits fonciers. Dans plusieurs localités, comme à Luvungi, Luberizi et Kamanyola, les chefs coutumiers, et particulièrement les chefs des

groupements vendent de vastes espaces à l'élite urbaine de Bukavu, Uvira ou à des étrangers au détriment des petits exploitants qui sont pourtant les premiers occupants. Cette pratique renforce un sentiment de méfiance vis-à-vis de certains chefs coutumiers. Pourtant, la gestion d'espaces agricoles s'octroie par lignages au sein des différentes familles. Selon les sources locales, du fait de ces pratiques d'accaparement illicite, le chef de groupement de Luvungi (Mbabaro Ombeni Kimbumbu Joseph) serait même en exil dans son propre village, craignant pour sa sécurité. Dans d'autres cas, les chefs coutumiers concèdent 'l'acte d'octroi de terre' concurremment à plusieurs acquéreurs à la fois. Alors que cette pratique est à la base de réclamations aboutissant souvent à des conflits entre acquéreurs, ils sont aussi une source de violence et de dépossession des moins nantis. Ces derniers n'ont pas seulement des moyens financiers pour porter des actions de revendication en justice mais ne sont pas sûrs d'obtenir gain de cause du fait de leur position sociale assez marginale.

Deux autres phénomènes alimentent les conflits fonciers locaux et renforcent le processus de dépossession des petits paysans. A Kamanyola, des bornes sont parfois posées la nuit pour délimiter des concessions. Vraisemblablement, cette pratique n'est pas l'œuvre des petits paysans, mais des grands acquéreurs avec la complicité des services fonciers. Dans la même entité, ces services ou brigades foncières sont même concurrents, du fait que plusieurs d'entre elles opèrent dans la même entité, sans une démarcation claire de leurs responsabilités. Dans cette entité, on retrouve ainsi une brigade foncière provinciale, mise sur pied à partir de Bukavu, une brigade territoriale (de Walungu) et celle de la chefferie de Ngweshe, mise sur pied par le Mwami (Ndatabay Weza III).

De toute évidence, les enjeux fonciers sont devenus de plus en plus importants dans la plaine de la Ruzizi. Ceci n'est pas seulement lié à la problématique des conflits entre éleveurs et agriculteurs ou au processus de dépossession des petits paysans, mais tient aussi à un processus d'urbanisation progressif que connaissent plusieurs cités. Celui-ci renforce les intérêts de l'élite locale ou délocalisée à tenter de gérer des espaces, pour les cultures mais aussi pour d'autres activités économiques. Dans les années à venir, ces tendances risquent de se renforcer surtout du fait que plusieurs entités ont été érigées en communes rurales.

d) Impact des conflits sur les mouvements des populations

La plaine de la Ruzizi, le secteur d'Itombwe et le territoire d'Uvira en général sont des foyers de migrations des populations d'au moins deux catégories. Premièrement, Il s'observe des mouvements importants des populations déplacées pour des raisons économiques, de sécurité

ou de peuplement. Au fil des décennies, ces populations se sont installées dans plusieurs villages de la plaine de la Ruzizi.

Les réfugiés présents dans la plaine de la Ruzizi sont en majorité des Burundais ayant fui leur pays suite aux guerres et violences qui l'ont caractérisé depuis les années 70. La majorité d'entre eux se sont rapidement mêlés aux autres Burundais présents dans la zone depuis plusieurs décennies, voir des siècles. S'ils se sont toujours poursuivis au cours des dernières décennies, depuis mars 2015, des mouvements des réfugiés identifiés se sont à nouveau intensifiés suite à l'instabilité politique liée à la vague de contestation contre le régime de Pierre Nkurunziza au Burundi. Cependant, depuis début 2016, certains réfugiés sont rentrés au Burundi alors que d'autres ont été accueillis dans des familles des congolais d'origine Burundaise présents en RDC. Selon les propos de certains acteurs rencontrés, par exemple à Luvungi et Kamanyola, ces réfugiés dont le nombre est difficile à estimer sont considérés comme des clandestins. Ils arrivent dans la plaine de la Ruzizi, s'y installent et restent discrets. Ceci amène la population locale à s'interroger sur les véritables raisons de leur présence.

A côté de cette catégorie de réfugiés, une autre importante frange de la population locale est déplacée dans les villages de la plaine de la Ruzizi en raison des conflits internes ou pour échapper à l'insécurité. La situation des déplacés internes dans cette zone reste très préoccupante. Elle se manifeste sous deux formes différentes. La première est le déplacement des populations venant des zones continuellement visitées par les groupes armés tels que les Mayi Mayi et les FDLR. Ces personnes proviennent essentiellement des villages le secteur d'Itombwe mais aussi des environs de Lemera, à savoir Muhumba, Kahamba, Rutebe, Lupango, Kamonyi et Matale. Ils fuient les pillages, les tueries, les viols et tensions liées aux affrontements entre groupes armés. En plus, dans ces villages, il n'y a pas de présence de forces de sécurité, notamment les FARDC et la police. C'est dans ce contexte que les opérations militaires Sokola 2 sont perçues par les populations locales comme une stratégie militaire inefficace. Elles combattent les milices locales, les repoussent mais celles-ci reviennent très souvent se venger sur la population. Pendant ces temps, les militaires FARDC rentrent dans leurs postes dans la plaine de la Ruzizi.

Dans les villages d'accueil, les conditions de vie des populations déplacées restent déplorables. Elles sont confrontées d'abord à des problèmes d'intégration sociale. Ensuite, elles font face aux conditions de vie précaires suite au manque d'assistance et de réponse aux

besoins de première nécessité tels que le logement, l'alimentation, l'accès aux soins médicaux, etc. Dans ces conditions, les actions humanitaires en faveur des déplacés ou des retournés restent quasi inexistantes dans la zone ou n'apportent pas de réponse aux vrais besoins. Le cas le plus frappant est celui du projet d'aménagement d'eau potable mis en œuvre à Mutarule par CIRESKI censé résoudre un problème d'accès à l'eau, il se solda par le montage d'une station de pompage totalement sèche, au grand dam des habitants.

Pour survivre, la majorité des déplacés internes cultivent des champs des résidants. Ils sont payés à la tâche, en raison de 1200 FC (USD 1,27 au mois de mars 2016) congolais pour 6h de travail par jour. S'agissant des réfugiés considérés comme clandestins, le travail qu'ils font n'est pas connu. Les acteurs que nous avons rencontrés parlent du commerce transfrontalier et d'autres n'en savent rien.

Le cas de Mutarule 1 mérite encore une attention. Alors qu'après le massacre du 6 juin 2014, les Barundi furent pointés du doigt par les Bafuliiru et sur fond des tensions déjà profondes qui règnent entre eux, plusieurs familles de ces derniers quittèrent Mutarule 1 pour trouver refuge dans les villages voisins, à savoir Sange et Luberizi. Cependant, les conditions de vie étant très difficiles dans ces villages et suite à une relative amélioration des conditions de sécurité dans Mutarule 1, Certaines familles Bafuliiru commencent à rentrer. Entre temps, lors de leur absence, plusieurs maisons furent incendiées, des écoles et le poste de santé local détruits.

Au regard des dynamiques sécuritaires et des conflits tel que décrit dans les chapitres précédents, certains acteurs aux niveaux provinciaux et locaux ont développé des actions pour tenter d'y apporter des réponses. Le chapitre qui suit, présente de manière claire l'expression des acteurs sur les initiatives de paix existantes, les besoins exprimés et les pistes d'interventions.

CHAPITRE TROISIÈME

INITIATIVES DE PAIX, BESOINS EXPRIMÉS ET PISTES D'INTERVENTION

3.1. Quelques Initiatives de Paix

Plusieurs intervenants, acteurs et structures ont été récemment impliqués dans la recherche de la paix dans Uvira et Itombwe. Parmi les plus en vue figurent le CCI /Uvira appuyé par RIO et ADEPAE sous l'accompagnement de Life and Peace Institute. Cette structure a mené des activités comme le monitoring des cas de violation des droits de l'homme, des analyses du contexte socio sécuritaire, des sensibilisations pour renforcer la cohabitation entre les membres des communautés. A titre illustratif, des sensibilisations à la culture du dialogue auprès d'une centaine des jeunes (Banyamulenge, Bafuliiru et Barundi) dans les localités de Sange, Mutarule et Bwegera ont été organisées en 2015. Aussi dans le souci de réduire les conflits qui opposent les éleveurs aux agriculteurs et les amener à travailler ensemble pour l'installation des panneaux de signalisation des voies de passage de bétail, RIO et ADEPAE mirent en place des comités mixtes agri-éleveurs.

Dans le même contexte, les ONG Search For Common Ground (Centre Lokole) et Benevolencija Grands Lacs ont depuis plusieurs années organisées des sketches, des théâtres de sensibilisation à la paix, mis en place des paillottes de paix et organisé plusieurs séminaires de formation des acteurs locaux dans le cadre du développement d'une culture de paix.

Dans Uvira, les initiatives des organisations de la société civile et des acteurs étatiques ne se limitent pas uniquement aux actions de paix. Elles touchent aussi aux actions de développement de manière générale avec l'idée de rapprocher les membres des communautés locales et parties en conflits autour d'infrastructures de base et d'intérêts communs. C'est ainsi qu'ADEPAE initia en 2015, la construction de deux points de vente de fruits et autres produits agricoles à Sange. Au cours de la même année, la MONUSCO finança HADEC pour la construction d'un hangar de marché à Mutarule, tandis que la CDJP et ZOA s'occupaient respectivement de la construction de trois hangars de marché à Luberizi et de deux hangars au marché Kaberagule. ZOA initia également la construction de deux bureaux de la DGM à Nyamoma et Kaberagule. Enfin, l'État congolais a achevé la construction d'une salle polyvalente et deux écoles primaires à Bwegera. Au-delà des activités de construction des hangars et autres, ZOA s'implique dans un projet de promotion de la sécurité humaine dans la plaine de la Ruzizi. Il travaille avec des partenaires comme ADED et IJED dans le cadre de son projet de la promotion du genre ; la 8ème CEPAC et CCI dans le cadre de l'aspect

gouvernance locale et paix et avec 8ème CREPAC et ASCODER dans le cadre de son projet qui englobe l'Agriculture, la gouvernance locale et les activités de paix.

En plus de ces initiatives réalisées par les organisations non gouvernementales, courant 2016, d'autres séances de sensibilisations à la paix ont été organisées par le bureau de la cité d'Uvira au profit des leaders des communautés locales. Le commandant des opérations militaires Sokola 2 quant à lui, a organisé quelques rencontres élargies au conseil de sécurité territorial d'Uvira, regroupant des notabilités locales du groupement de Bijombo. L'objectif de ces rencontres était de discuter de la crise à la tête de ce groupement.

Il ressort de toutes ces initiatives trois éléments d'analyse. Premièrement, les différents acteurs semblent agir de manière isolée, en fonction de leurs projets spécifiques. Ce manque de coordination des initiatives fait qu'il est difficile à l'heure actuelle d'établir des liens clairs entre elles, les actions de développement mises en place et leur contribution au rétablissement de la paix dans la zone. En deuxième lieu, il s'observe par conséquent un décalage entre l'ampleur et la complexité des problèmes vécus dans le territoire d'Uvira avec les solutions apportées. Par exemple, en quoi un hangar au marché ou des sketches empêcheraient-ils les voleurs des vaches de continuer à voler ou feraient que les miliciens locaux déposent les armes ? Enfin, les réponses aux problèmes apportées par l'autorité publique semblent maigres par rapport à la complexité des problèmes et aux efforts des acteurs de la société civile. Sur le long terme, le transfert des responsabilités pose problème en ce sens que de nombreuses questions de gouvernance locale (insécurité, gestion des pouvoirs locaux, etc.) telles qu'elles sont présentées dans ce rapport débordent les capacités d'actions des acteurs de la société civile et méritent par contre d'être pris en charge par l'Etat lui-même.

3.2. Besoins exprimés et pistes d'intervention

La description du contexte d'insécurité, des conflits dans les différentes entités et des formes de relations qui existent entre autorités elles-mêmes et elles avec la population qu'elles dirigent montre que la situation de la gouvernance est encore précaire dans le territoire d'Uvira, le secteur d'Itombwe et le groupement de Kamanyola. Elle mérite une attention particulière dans le cadre de toute intervention en vue du rétablissement de la paix.

En termes de besoins exprimés, plusieurs ont été identifiés par les acteurs locaux. De manière générale, ces besoins portent sur l'amélioration de la gouvernance au niveau local. Pour les habitants contactés, ceci passe par la sécurisation des populations et le rétablissement de l'autorité de l'Etat. Ils ont également mentionné à de nombreuses reprises, le besoin de régler

la crise de gouvernance dans la collectivité chefferie des Barundi. Enfin, le besoin d'ouvrir les routes de dessertes agricoles est vital pour le relèvement économique des entités car il offre la possibilité de relier et de commercialiser les produits agricoles des moyens et hauts-plateaux sur la route nationale n°5.

La confusion qui règne dans la gestion des entités, les différents conflits de pouvoir et les tensions liées aux rapports autorités populations sont des terreaux fertiles à l'insécurité. Déjà la population disait ne pas se sentir protégée par l'armée et par la police non seulement parce que celles-ci ne sont pas présentes dans certains endroits, parce que leurs effectifs sont réduits dans d'autres (ex : une section FARDC composé d'une vingtaine d'éléments et une dizaine des policiers pour une population de 63.000 habitants répartis sur 14 localités à Kamanyola) mais aussi parce qu'elles seraient impliquées dans la tracasserie des populations comme évoqué plus haut. Une telle situation nécessite une intervention à plusieurs niveaux. Les acteurs de paix devraient intervenir dans les actions de cohabitation pacifique entre civils, militaires et autres services de sécurité et autorités locales. Certaines organisations de la société civile à l'occurrence APC, ont beaucoup d'expérience dans ce domaine et peuvent être des acteurs importants. Mais il est aussi important que les questions de gouvernance soient adressées par l'autorité politique provinciale. La complaisance dans la manière d'adresser les problèmes du territoire d'Uvira, du secteur d'Itombwe et le groupement de Kamanyola par divers acteurs fait que la situation, au lieu de changer, continue à se dégrader.

Enfin, les questions qui touchent Uvira et Itombwe nécessitent d'attaquer les problèmes locaux par une approche globale, en s'attaquant aux racines de la mal-gouvernance. Alors que le gouvernement semble plus préoccupé par les opérations militaires contre les groupes armés, un acteur de la société civile interviewé à Uvira s'est même posé la question suivante : *“dans quelle mesure ces opérations militaires savent ce qui se passe autour d'elles ?”*. Pour dire ainsi que, tant que les causes profondes de l'insécurité et des conflits ne seront pas connues et attaquées, de telles opérations ne seraient qu'un coup d'épée dans l'eau.

CONCLUSION

Le présent rapport est réalisé dans le but de comprendre le contexte socio-sécuritaire dans le territoire d'Uvira, du secteur d'Itombwe, et du groupement de Kamanyola. Nous avons conduit des recherches dans ces zones qui du restent présente une situation volatile et particulière. En fait, les éléments suivants peuvent se dégager et nécessitent une attention particulière.

En effet, le contexte sécuritaire dans le territoire d'Uvira, le secteur d'Itombwe et le groupement de Kamanyola reste toujours incertain, caractérisé par la présence des groupes armés Bafuliiru qui ont changé les motifs de leurs luttes et s'inscrivent dans la logique de prédation et des violences. Une criminalité urbaine dans la cite d'Uvira, la faible présence des FARDC dans la plupart des zones, des pistes des circulations des armes, la présence des forces négatives étrangères, et le mauvais traitement de la question des « *Démobilisés volontaires* ». Plusieurs zones comme Ndolera et les moyens plateaux de Lemera ne sont pas couverts par les services de sécurité, il y a une absence criante des FARDC et de la PNC,

Ensuite, les tensions entre les Barundi et les Bafuliiru dans la chefferie plaine de la Ruzizi persistent même si les actions ont été menées. Il y a une réelle suspicion de la part des Bafuliiru du fait que les Barundi seraient dans la voie de la constitution des milices avec les récentes découverte de caches d'armes à Mutarule I chez le chef de Groupement.

Aussi, la traque des groupes armés Mayi Mayi d'obédience Bafuliiru continue et crée des mouvements des populations dans la chefferie de Bafuliiru.

Cependant, les conflits de pouvoir coutumiers, de successions sont les plus présents dans la chefferie Plaine de la Ruzizi, la chefferie de Bafuliiru, dans le secteur d'Itombwe mais aussi des conflits entre les autorités politico administratives et locales, des tensions entre la société civile et les autorités politico-administratives surtout dans la cité de Kamanyola ; les tensions entre les institutions à la base et celle qui ont été restructurés comme les Postes d'Etat d'encadrement Administratifs.

Alors que les différents conflits et dynamiques ont provoqué des impacts négatifs sur la stabilité de populations, parmi lesquels les mouvements des populations, les phénomènes des déplacements des populations, les tensions entre les communautés, la militarisation, bref l'instabilité de ces entités.

Néanmoins, les initiatives de paix ont été, et sont présentes dans les zones visitées mais il se pose un problème. Nous avons découvert qu'il y a un manque avéré de coordination des initiatives de paix ; il y a un décalage énorme en termes des actions posées et la complexité des problèmes vécus dans ces zones. Les réponses, les réalisations ne sont pas la hauteur des attentes et des demandes des populations par rapport aux problèmes que ces derniers rencontrent au quotidien. Il y a lieu de dire que les besoins en termes d'amélioration de la gouvernance, de gestion des conflits de pouvoir et de résolution de cette épineuse question du statut juridique de la chefferie plaine de la Ruzizi constituent non seulement une nécessité mais aussi une urgence.

La problématique de la gestion des crises des pays voisins comme au Burundi devrait être adressées minutieusement car ces dynamiques ont des implications dans la plaine de la Ruzizi aussi bien que dans le moyen plateau d'Uvira.

Tous ces conflits devraient être attaqués avec déterminations pour espérer que les populations peuvent vivre tranquillement et sans crainte. La grande question est que les solutions doivent être impulsées à plusieurs niveaux : Local, provincial, National et sous régional. Les solutions sont complémentaires et devrait être coordonnées afin de voir ces zones se stabiliser et devenir des « *Havre de paix* ».

RECOMMANDATIONS

En termes des recommandations, les problèmes tels qu'abordés dans ce rapport, nous pensons que les efforts doivent être impulsés à plusieurs niveaux avec déterminations, objectivité et efficacité. Certaines recommandations sont adressées aux autorités Militaires et politico administratives, aux organisations non gouvernementales qui travaillent dans le domaine de construction de la paix dans ces zones dont l'organisation Action pour la Paix et la Concorde :

1) Aux autorités politico administratives

L'Etat Congolais a une grande responsabilité dans la stabilisation et la sécurisation de ces zones. Il devrait trouver une solution durable par rapport au conflit qui met aux prises les Barundi et les Bafuliiru dans la chefferie Plaine de la Ruzizi. Les approches des soit disant '*Sondage*' ne paient pas le plus mais il faut attaquer ces problèmes à la racine. Cela implique de s'attaquer aux causes qu'aux effets, prévenir que gérer les conséquences. L'Etat congolais a plus de pouvoir de mettre un terme aux questions de parallélisme de pouvoir dans la plupart

dans le territoire d'Uvira et le secteur d'Itombwe ainsi que de rétablir la véritable gouvernance locale dans ces zones. L'Etat Congolais devrait aussi donner des moyens suffisants pour le déploiement de forces de sécurité dans les zones où leur présence et capacité sont faibles ou non effectives. L'état congolais devrait former les éléments de service de sécurité sur la protection de la population et les cohabitations militaires civiles

2) Aux autorités militaires et de la PNC

Les autorités Militaires devraient faire en sorte que les zones qui ne sont pas couvertes le soient. La PNC devrait être déployée dans les zones où elle n'est pas présente afin de ne plus donner l'occasion aux Forces d'Autodéfenses de justifier leur présence par l'absence des Policiers dans leurs villages et groupements. La traque des Groupes armés ne suffit pas, assurer la présence et la permanence donne encore plus de confiance et de quiétude chez les habitants. Les services de sécurité doivent observer les principes de protection des civils.

3) Aux ONGs qui travaillent dans le domaine de la construction de la paix

Les ONGs qui travaillent dans le domaine de la construction de la paix devraient coordonner leurs actions pour qu'elles aient un impact considérable, un impact durable dans la zone. Les ONG, au-delà des actions de sensibilisation, ne peuvent pas faire plus mais devraient aussi s'inscrire dans les actions de développement, des actions durables de leurs programmes et permettre aux communautés de pérenniser les acquis de leurs réalisations.

4) A Action pour la Paix et la Concorde

Capitalisant ses expériences dans d'autres zones, APC devrait s'impliquer dans la consolidation de la paix avec ses approches particulières. Evidemment, parmi les besoins exprimés, on trouve l'amélioration de la gouvernance locale, la gestion des conflits dans le territoire d'Uvira, le secteur d'Itombwe et le groupement de Kamanyola. Qu'APC envisage des actions de réinsertion socio professionnelles des jeunes démobilisés et désœuvrés à travers la réhabilitation des infrastructures et la création des activités génératrices de revenus pour le relèvement économique de leurs familles car le manque d'occupation et l'oisiveté sont certaines des causes d'enrôlement des jeunes dans les groupes armés.

APC devrait proposer des actions efficaces sur la problématique des relations entre les populations, services de sécurité (FARDC surtout) et autorités politico administratives et coutumières. Lorsque des jeunes sont conscientisés et quittent les Groupes armés, parfois ils

sont dans le collimateur des militaires qui les arrêtent et les indexent d'être en mèches avec leurs anciens chefs milices. Ce qui fait qu'il faudrait également travailler sur le rétablissement de la confiance entre les membres des différentes communautés et les Militaires car certains d'entre eux penseraient que certains FARDC toléreraient les milices.

REFERENCES

1. Brabant J et Nzweve J L, *La Houe, la vache et le fusil; Conflits liés a la transhumance dans les territoires de Fizi et Uvira (Sud Kivu: RDC) : Etat de lieux et leçons tirées de l'expérience de LPI*, Série des Grands Lacs, LPI, Uppsala, 2013.
2. International Crisis Group, 'Comprendre les conflits dans l'Est du Congo (1) : La plaine de la Ruzizi', *Rapport Afrique*, N° 206, 23 Juillet 2013
3. Muchukiwa B, *Territoires Ethniques et Territoires Etatiques: Pouvoirs locaux et conflits interethniques au Sud-Kivu (R.D. Congo)*, Collection L'Afrique des Grands Lacs, Paris, L'Harmattan, 2000.
4. Muchukiwa B, *Pouvoirs locaux et contestations populaires*, thèse de doctorat, Université de Louvain, 2003
5. ZOA, Promoting Human Security in Ruzizi Valley, *Annual Report*, January 2015
6. SFCG, *Rapport Annuel Ruzizi-Mwenga*, (sans année)
7. Lettre N°5072/045/SK.211/G.KK/2010,
8. Lettre N°5072/013/28/CPR/2015, Richard Nijimbere Ndabagoye III Kinyoni III du 30 /03/ 2015
9. Lettre N°5072/29/D.13/CPR/GPT-KD/2015
10. Division Provincial de la Décentralisation et Affaires Coutumières; *Liste des conflits coutumiers*, Bukavu, 2016
11. Lettre N° 5072/23/K.325.1/C.BAF/2016
12. Lettre N° 2409/ 245/ DIV-DAC/SK/2016